

LOI CRIMINALISANT LA COLONISATION  
FRANÇAISE ET CODE DE LA ROUTE  
**Les points de divergence  
entre les mains de  
commissions paritaires**  
Lire l'article de M. Aziza page 3



**Iftar**

Oran	18h54
Alger	18h38
Constantine	18h25

**Imsak**

Oran	06h10
Alger	05h52
Constantine	05h39

ACCIDENTS  
DE LA ROUTE  
**Près de  
4.000 morts  
en 2025**

Lire l'article de El-Houari  
Dilmi page 4



DÉCLARATION  
DE LA TAXE SUR  
LA FORMATION ET  
L'APPRENTISSAGE  
**Les délais  
prorogés** P. 4

PERTURBATIONS DE  
L'APPROVISIONNEMENT EN GPLC  
DANS CERTAINES WILAYAS  
**Naftal rassure** P. 4



CRIMES DE GUERRE ET D'APARTHEID  
EN TERRITOIRE PALESTINIEN

**Les présidents  
de la FIFA et de  
l'UEFA accusés  
de complicité**

Lire l'article de Mohamed  
Mehdi page 2



ALEKSANDER ČEFERIN



Crimes de guerre et d'apartheid  
en territoire palestinien

Les présidents de la FIFA  
et de l'UEFA accusés  
de complicité

Mohamed Mehdi

Vendredi, 131<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines de martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Dans son rapport statistique publié, jeudi, le ministère de la Santé a fait état de 6 nouvelles victimes des attaques israéliennes, dont 2 martyrs et 4 blessés, lors des précédentes 24h (mercredi).

Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la partie palestinienne), passe ainsi à 611 martyrs et 1.630 blessés, ainsi que 726 corps retirés des décombres. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.069 martyrs et 171.728 blessés.

LE RAMADHAN DANS  
LES GEÔLES SIONISTES :  
«QUAND LA FAIM DEVIENT  
LE QUOTIDIEN»

Avec l'arrivée du Ramadhan, «plus de 9300 Palestiniens sont détenus dans les prisons d'occupation israéliennes, dont 70 femmes et 350 enfants», lit-on dans une publication du Bureau des médias des prisonniers, qui rappelle que les autorités pénitentiaires rendent les conditions d'incarcération davantage catastrophiques pendant ce mois sacré du jeûne.

En réalité, «le jeûne est devenu une pratique quotidienne depuis le 7 octobre 2023, conséquence de la politique de famine imposée» par l'administration pénitentiaire, explique la publication qui se base sur des témoignages de prisonniers palestiniens.

Pendant le Ramadhan, l'heure de l'iftar est retardée, et la nourriture est encore de plus mauvaise qualité que d'habitude : «maigre, froide et parfois avariée». Même les exemplaires du Coran sont confisqués durant ce mois, tout comme les couvertures et les ustensiles de cuisine. Les détenus sont soumis à un sévère rationnement de l'eau pour les ablutions, et l'électricité est coupée à l'heure de l'iftar et du S'hour.

Outre l'interdiction des prières collectives, des raids sont menés dans les cellules surpeuplées, les détenus soumis à des passages à tabac, et privés de douches, ajoute le document du Bureau des médias des prisonniers sur son canal Telegram.

PLAINTES DEVANT LA CPI

«Le président de la FIFA, M. Infantino, et le président de l'UEFA, M. Èferin, sont accusés de complicité de crimes de guerre (notamment le transfert de populations civiles vers les territoires occupés) et de crimes contre l'humanité (notamment l'apartheid) en vertu du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI)»,

a indiqué Euro-Med Human Rights Monitor, une des organisations ayant déposé la plainte auprès du Bureau du Procureur de la CPI le 16 février 2026.

Selon le communiqué, la plainte porte sur «l'inclusion, par la FIFA et l'UEFA, de clubs de football israéliens basés dans des colonies illégales en territoire palestinien occupé, construites sur des terres volées au peuple palestinien».

Autres accusations portées contre la FIFA et l'UEFA : les autorisations qu'elles accordent aux clubs israéliens «à participer aux championnats organisés par la Fédération israélienne de football et à disputer des matchs sur les terres saisies», ainsi que le «soutien financier et structurel» accordé par les deux Fédérations à ces clubs. Outre le fait «qu'elle enfreint les statuts de la FIFA et de l'UEFA», cette pratique : «normalise la vie dans les colonies et légitime l'occupation illégale de la Palestine par Israël, contribuant ainsi au transfert de population civile vers les territoires occupés», «favorise l'apartheid».

Dans leur déclaration, les plaignants soulignent que «les Palestiniens ne sont pas autorisés à assister aux matchs en tant que spectateurs, à jouer pour les clubs des colonies illégales, ni à en devenir les dirigeants», alors que «les colonies font partie intégrante du projet colonial du gouvernement israélien».

Les présidents de la FIFA et de l'UEFA sont accusés d'avoir «agi en toute connaissance de cause», et d'avoir «ignoré de nombreux rapports et courriers qui leur ont été adressés par des experts des Nations Unies en matière de droits humains, Human Rights Watch, Amnesty International et des membres du Parlement européen, entre autres».

Il est également reproché au président de la FIFA d'avoir usé de son pouvoir pour «réprimer tous les efforts de la Fédération palestinienne de football pour recouvrer son autorité juridique et politique sur son territoire», rejetant la «recommandation du Comité de suivi Israël-Palestine de la FIFA d'exclure les clubs des colonies ou de sanctionner la Fédération israélienne de football».

«Sous la direction politique de M. Èferin, l'UEFA a de facto étendu son territoire et sa juridiction administrative à la Palestine occupée, c'est-à-dire aux zones relevant de la Fédération palestinienne de football et, par conséquent, de la Confédération asiatique de football», explique encore le communiqué.

«Les parties accusatrices ont déposé un dossier de 120 pages, accompagné de preuves, auprès du Bureau du Procureur de la CPI le 16 février», lit-on dans le document, précisant que parmi les plaignants figurent des footballeurs et des clubs palestiniens, des propriétaires fonciers, une organisation de défense des droits de l'homme en Palestine et des groupes de plaidoyer : Irish Sport for Palestine, Scottish Sport for Palestine, Just Peace Advocates, Sport Scholars for Justice in Palestine et Euro-Med Human Rights Monitor.

ANALYSE

Mustapha AGGOUN

Le poids invisible  
de la rumeur

Il fut un temps où l'on se référait aux chiffres et résultats de sondage d'opinion par des institutions ou des journaux pour prétendre saisir l'état d'une opinion. Les courbes étaient commentées avec sérieux, les marges d'erreur rappelées comme un acte de modestie scientifique. On croyait que la société se laissait approcher par questionnaires, échantillons, redressements. On croyait que la vérité collective se laissait extraire avec méthode.

Puis la rumeur a pris une autre dimension.

À l'ère des réseaux sociaux, elle circule plus vite que les instituts ne publient leurs résultats. Elle n'attend ni validation, ni protocole. Elle traverse les continents en quelques minutes, s'infiltre dans les salons, les taxis, les cafés, les bureaux. Elle ne frappe pas à la porte : elle s'impose. Elle ne demande pas la preuve : elle réclame l'adhésion.

Une simple information non confirmée sur l'état de santé du président des Émirats arabes unis a suffi. Une phrase, mal attribuée, mal sourcée évoquant un état critique. Il n'en fallait pas davantage. En quelques heures, la nouvelle supposée faisait le tour du monde. Les fils d'actualité s'embrasaient. Les commentaires affluaient. La quasi-totalité de ceux qui recevaient cette information la relayaient avec un fervor presque instinctive, comme si le doute était devenu superflu. Ce qui est frappant, ce n'est pas la vitesse. Nous nous sommes habitués à la vitesse. C'est la nature des réactions.

La rumeur n'a pas seulement informé ; elle a révélé. Elle a libéré des mots longtemps contenus. Elle a fait surgir des expressions de rejet, parfois d'hostilité, parfois de jubilation froide. De la région du Golfe jusqu'aux rivages de l'Atlantique, une même tonalité s'est dessinée. Une forme d'unanimité. Non pas organisée, non pas concertée, mais spontanée. Une rumeur comme révélateur chimique. C'est là que le phénomène devient troublant.

Les instituts de sondage mesurent ce que l'on accepte de déclarer. La rumeur, elle, capte ce que l'on ose dire lorsque l'émotion prend le dessus. Elle ne demande pas : «Que pensez-vous ?» Elle provoque : «Voilà ce qui se dit. Qu'en faites-vous ?» Et dans la réponse, souvent immédiate, parfois brutale, se dessine une vérité moins polie, moins filtrée.

Je ne dis pas que la rumeur dit vrai. Elle ment souvent. Elle déforme, exagère, simplifie. Elle peut blesser, déstabiliser, salir. Mais elle révèle autre chose : l'état nerveux d'une société. Son degré de confiance ou de défiance. Sa fatigue. Ses colères rentrées. Ses fractures.

Une simple rumeur peut, aujourd'hui, offrir à n'importe quel président un miroir plus cru que celui des médias officiels. Non pas un miroir juste, mais un miroir sincère dans sa démesure. Loin des plateaux maîtrisés, loin des communiqués soigneusement calibrés, c'est dans la rumeur que s'exprime parfois la perception réelle d'un dirigeant au sein des masses.

Si la rumeur dépasse les meilleurs

instituts en efficacité, ce n'est pas parce qu'elle serait plus rigoureuse. C'est parce qu'elle s'inscrit dans un espace où la parole circule sans filtre. Elle épouse la vitesse des émotions contemporaines. Elle épouse aussi leur fragilité. Elle prospère sur la défiance envers les institutions, envers les médias traditionnels, envers toute parole officielle.

Nous vivons dans un temps où la crédibilité ne se décrète plus ; elle se négocie seconde après seconde. Dans cet espace instable, la rumeur trouve un terrain fertile. Elle devient thermomètre, parfois incendiaire, d'un climat moral. Elle mesure sans méthode, mais elle mesure quand même.

Faut-il s'en réjouir ? Je ne le crois pas. Faut-il l'ignorer ? Ce serait une erreur plus grande encore.

Car derrière chaque rumeur qui enfle, il y a un besoin de savoir, un besoin de comprendre, parfois un besoin de régler des comptes symboliques. Elle révèle la distance entre les gouvernants et les gouvernés. Elle signale les zones d'ombre où la communication officielle ne convainc plus. Ce qui est inquiétant n'est pas seulement la rumeur elle-même, mais notre empressement à la croire. Nous partageons avant de vérifier. Nous commentons avant de réfléchir. Nous transformons une hypothèse en certitude collective. Et dans ce mouvement, quelque chose de notre responsabilité individuelle s'effrite.

La rumeur est un pouvoir sans visage. Elle n'a pas de siège, pas de porte-parole, pas de charte éthique. Elle ne rend de comptes à personne. Pourtant, elle façonne des réputations, influence des marchés, altère des relations diplomatiques. Elle peut affaiblir un dirigeant en quelques heures, ou au contraire révéler la solidité inattendue d'un soutien populaire.

Elle est à la fois symptôme et acteur. Il serait tentant de condamner la rumeur comme une dérive moderne. Ce serait trop simple. Elle existait avant les réseaux sociaux. Les places publiques, les marchés, les cafés étaient déjà des laboratoires d'opinion. Ce qui a changé, c'est l'échelle. Et l'irréversibilité. Une rumeur d'aujourd'hui ne se dissipe pas ; elle laisse des traces numériques, des captures d'écran, des archives invisibles.

Alors oui, la rumeur dépasse parfois les meilleurs instituts de sondage. Non parce qu'elle serait plus fiable, mais parce qu'elle touche à une vérité émotionnelle immédiate. Elle révèle l'image d'un président loin des médias officiels, au cœur des masses. Elle expose ce que l'on murmure quand on pense ne pas être entendu.

Mais elle nous met aussi face à une responsabilité : celle de ne pas confondre vitesse et vérité, intensité et justesse, unanimité apparente et réalité profonde.

Dans le tumulte numérique, la rumeur pèse lourd.

Peut-être trop lourd. Et si elle nous dépasse, c'est peut-être parce que, d'une certaine manière, nous lui avons cédé le terrain.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Loi criminalisant la colonisation française et code de la route Les points de divergence entre les mains de commissions paritaires

M. Aziza

Les deux chambres du Parlement (APN et Conseil de la nation) travaillent à harmoniser leurs positions sur des textes législatifs clés, en l'occurrence la loi criminalisant le colonialisme français et le nouveau code de la route, en recourant à des commissions paritaires pour surmonter les divergences sur certaines dispositions. La commission paritaire des deux chambres du Parlement a tenu, jeudi, au siège du Conseil de la nation, sa première réunion consacrée à l'examen des dispositions du projet de loi criminalisant la colonisation française en Algérie ayant fait l'objet de divergences, avec pour objectif de dégager une formule consensuelle. Présidée par le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, cette réunion s'inscrit dans le cadre de l'application de l'article 145 (alinéa 5) de la Constitution, suite à la demande du Premier ministre d'activer le mécanisme de la commission paritaire, afin d'harmoniser les positions des deux chambres autour de ce texte à forte portée historique et souveraine. Dans son allocution d'ouverture, M. Nasri a souligné que l'entame des travaux marque une étape déterminante dans le processus législatif, appelant à hisser ce projet au rang de texte de référence, fondé sur des bases juridiques solides et reflétant les constantes de l'État algérien.

Rappelant la position de principe constante de l'État algérien, exprimée à maintes reprises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment en ce qui concerne la question de l'indemnisation, M. Nasri a affirmé que « l'Algérie, pour laquelle des millions de martyrs se sont sacrifiés pour sa liberté et son indépendance, ne marchandant ni sa mémoire ni sa souveraineté contre une quelconque compensation matérielle, mais demeure attachée à l'exigence de reconnaissance ». M. Nasri a plaidé pour l'élaboration d'une loi de référence susceptible de constituer un précédent législatif au niveau africain, consacrant une approche juridique claire dans le traitement des crimes coloniaux. Les travaux ont été marqués par la mise en place du bureau de la commission. Le président de la commission a souligné que cette démarche traduit la volonté commune des deux chambres de renforcer la concertation institutionnelle et d'aboutir à une formulation équilibrée du texte, garantissant sa cohérence législative.

Les discussions portent sur 13 articles ayant fait l'objet de désaccord, dans une dynamique visant à rapprocher les points de vue et à consolider un consensus parlementaire autour de ce projet de loi. Il est rappelé, dans ce sens, que lors de l'adoption de la loi criminalisant la colonisation française, le 22 janvier dernier, les membres du Conseil de la nation ont émis des réserves sur 13 articles, notamment ceux liés aux notions de réparations et d'excuses, jugés non conformes à l'orientation nationale consacrée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ils ont ainsi

exigé leur révision dans le cadre des mécanismes constitutionnels et juridiques en vigueur, notamment l'article 145 de la Constitution et les articles 88 à 98 de la loi organique 16-12 modifiée, à travers leur soumission à la commission paritaire des deux chambres du Parlement.

Il s'agit plus précisément des articles (1<sup>er</sup>, 5, 7, 9, 10, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 25 et 26), ayant fait l'objet d'une demande de réécriture et de reformulation par la Commission de la défense nationale du Conseil de la nation, dans le but d'en améliorer la cohérence, la pertinence ainsi que l'efficacité juridique et institutionnelle.

### VERS UNE NOUVELLE MOUTURE CONSENSUELLE DU CODE DE ROUTE

Parallèlement, la commission paritaire des deux chambres du Parlement, chargée de proposer une formule consensuelle concernant les dispositions ayant fait l'objet de désaccord dans le texte de loi relatif au code de la route, a tenu jeudi sa première réunion au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), précise-t-on dans un communiqué émis par le Parlement. Assistant à une partie de l'installation de cette commission, le président de l'APN, M. Brahim Boughali, a exhorté ses membres à œuvrer avec compétence et responsabilité afin de parvenir à des résultats à la hauteur des exigences de l'action institutionnelle et d'aboutir à un consensus entre les deux chambres sur les dispositions contestées. Conformément aux procédures prévues, les membres présents ont élu à l'unanimité le bureau de la commission. S'exprimant à cette occasion, M. Nedjadi a rappelé que la mission de la commission consistait à proposer une nouvelle mouture consensuelle des dispositions faisant l'objet de désaccord entre le Conseil de la nation et l'APN dans le texte relatif au code de la route.

Il a souligné que cette démarche vise à renforcer le consensus et à garantir la qualité ainsi que la cohérence de la législation, au service de l'intérêt supérieur de l'État et du renforcement de la confiance du citoyen envers les institutions constitutionnelles. Il a également appelé les membres du bureau à faire preuve d'esprit de complémentarité et au strict respect des procédures, estimant que le succès de la commission dépendra de sa capacité à dégager une version fédératrice conciliant les visions des deux chambres, dans le cadre d'un Parlement bicaméral, tout en préservant l'équilibre institutionnel consacré par la Constitution. Le désaccord porte sur les articles 104, 119, 121, 124, 125, 127, 128, 129, 161, 166 et 170. La commission se penchera sur l'examen de ces dispositions lors de sa prochaine réunion, prévue lundi. À l'issue de ses travaux, un nouveau texte sera proposé conformément aux procédures prévues par la Constitution, la loi organique n°16-12 modifiée et complétée, ainsi que les règlements intérieurs des deux chambres du Parlement, conclut le communiqué.

## Les perspectives des relations algéro-nigériennes au menu



En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au suivi de la mise en œuvre des résultats de la récente visite en Algérie du président de la République du Niger, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi, une réunion interministérielle consacrée à l'examen de l'état et des perspectives des relations algéro-nigériennes, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

"En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au suivi de la mise en œuvre des résultats de la visite effectuée, en Algérie les 15 et 16 février 2026,

par le Général d'Armée Abdourahmane Tiani, président de la République du Niger, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, jeudi 19 février 2026, une réunion interministérielle, consacrée à l'examen de l'état et des perspectives des relations algéro-nigériennes, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, de l'industrie, de la santé, du commerce et de la formation, ainsi que des moyens de concrétisation des différents projets bilatéraux et des activités de coopération et de solidarité convenus par les deux parties lors de cette visite présidentielle", a précisé la même source.

Ont assisté à cette réunion, "le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communau-

té nationale à l'étranger et des Affaires africaines, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, le ministre des Finances, le ministre de la Santé, le ministre de l'Industrie, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, le ministre de la Poste et des Télécommunications, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale et le Directeur général de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement", a ajouté le communiqué.

**Raïna Raïkoun**  
Belkacem Ahcène Djaballah

**D**imanche 8 février 2026 à Zanzibar, le CR Belouizdad était opposé au

club local de 'Singida Black Stars', pour la cinquième journée de la phase de groupes de la Coupe de la CAF. En effet, après le coup de siflet final et malgré la victoire des leurs (0-1), synonyme de qualification pour les quarts de finale, les supporters ayant fait le déplacement en Tanzanie envahissent le terrain. Ils ont pris à partie le coach, Sead Ramovic, qu'ils ont copieusement insulté, réclamant son départ immédiat de la barre technique des 'Rouge et Blanc'. Le technicien en question n'a dû son salut qu'à l'intervention de ses joueurs qui l'ont protégé et aidé à rejoindre le vestiaire, sous le regard étonné du public tanzanien et des officiels, chargés d'officier lors de cette empoignade. A noter que des faits similaires s'étaient produits la veille à San Pedro, où des individus, présentés comme des fans usmistes, avaient fait irruption dans le lieu de résidence de leur équipe durant son séjour en terre ivoirienne. Le directeur sportif général, Said Allik, aurait été la cible d'agressions verbales et d'insultes de la part de « supporters », tandis que certains joueurs auraient également été pris à partie. Deux incidents, graves à mon avis, qui se sont déroulés non en Algérie, comme cela est de coutume mais à quelques milliers de km d'Alger. Loin, bien loin. Etrange, non ? On sait les jeunes Algériens fous de foot' grands voyageurs mais jamais, au grand jamais, nous n'avions assisté à de tels débordements aussi loin du pays. Bien sûr, on nous dit que ce sont des suppor-

### Violence (s)... Sportive (s)?

ters algériens qui ont fait le déplacement. Des supporters lesquels, étrangement, ne se sont pas exprimés par

la suite, soit pour confirmer leur participation soit pour rejeter les accusations. Etrange, non ? Comme par hasard, tout cela est venu juste après les « incidents » connus lors de la finale de la dernière Coupe africaine des nations s'étant déroulée au Maroc, finale qui avait vu le Sénégal décrocher le trophée au grand dépit du pays d'accueil. Juste avant le début des négociations sur le Sahara occidental. Juste avant la 35<sup>e</sup> session du Sommet du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), à Addis-Abeba. Juste avant. Et, même après. Je ne suis pas un « complotiste », loin de là. Mais je crois savoir qu'en politique internationale, de nos jours, pour ne pas dire depuis toujours, les actions parallèles, soft ou violentes, sont considérées comme les plus payantes.

Du moins, le pense-t-on, jusqu'au scandale inattendu qui met tout à nu. Encore des coups (« fourrés à la haine, à la rancune et à l'envie ») de ceux, surtout d'ailleurs, qui ne nous portent pas dans leur cœur et qui font feu de tout bois, afin de ternir l'image extérieure de notre pays. Suivez mon regard ! A l'Ouest, à l'Est et au Nord et, même au Sud.

Ps: Je pense qu'il est temps que les supporters de nos clubs s'organisent en associations locales agréées. Certes, pour « encadrer », mais aussi et surtout pour contrecarrer toutes les mauvaises intentions manipulatoires (« astroturfing »), d'ici et d'ailleurs.



## Accidents de la route

## Près de 4.000 morts en 2025

**Un chiffre qui fait froid dans le dos : près de 4.000 personnes ont été tuées dans des accidents de la route en 2025. Autre phénomène alarmant : l'implication de plus en plus grande des motocycles dans les sinistres mortels.**

El-Houari Dilmi

« En 2025, pas moins de 3.838 personnes ont trouvé la mort dans des accidents de la circulation », a révéilé, jeudi, le directeur d'études à la Délégation nationale à la sécurité routière, Lahcen Boubka.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Lahcen Boubka a précisé que « 26.976 accidents corporels ont été enregistrés en 2025, faisant 37.020 blessés et 3.838 décès ». Comparativement à 2024, « le nombre d'accidents a augmenté de 2,68%, celui des décès de 2,62% et le nombre de blessés a connu une hausse de 4,9% », a-t-il ajouté. Toujours selon le représentant de la Délégation nationale à la sécurité routière, le facteur humain demeure la principale cause de ces drames, « à plus de 96% », a-t-il souligné. « Il s'agit principalement de l'inattention et de la baisse de vigilance des conducteurs, notamment en agglomération, s'y ajoutent

l'excès de vitesse, les dépassements dangereux, le refus de priorité, les manœuvres imprudentes, la non-utilisation des passages piétons et le non-respect des distances de sécurité », a-t-il détaillé.

IMPLICATION  
DE PLUS EN PLUS  
GRANDE DES MOTOS

Autre élément préoccupant, « l'implication croissante des motocycles » dans les accidents : « Ils sont impliqués dans près de 24% des accidents dans les grandes villes », a encore indiqué l'invité de la Radio, qualifiant ce chiffre « d'alarmant » au regard du parc national estimé entre 200.000 et 300.000 scooters et cyclomoteurs. « C'est un chiffre énorme », a-t-il alerté. Et pour tenter d'endiguer cette hécatombe, la Délégation nationale pour la sécurité routière mise notamment sur la sensibilisation, en particulier durant ce mois sacré de Ramadhan. « Une campagne spéciale est ainsi programmée

afin d'inciter les conducteurs à faire preuve de davantage de prudence et à respecter scrupuleusement le code de la route durant cette période », a expliqué le directeur d'études à la Délégation nationale à la sécurité routière. La collaboration avec le ministère des Affaires religieuses est reconduite cette année. « Les imams seront mobilisés pour relayer des messages de prévention, notamment lors des prêches du vendredi, l'objectif est d'encourager les conducteurs à adopter un comportement responsable, en particulier pour ceux qui effectuent de longs trajets », a indiqué le même responsable.

Évoquant les chiffres relatifs à cette période particulière de Ramadhan, Lahcen Boubka a indiqué qu'en comparaison avec l'année 2024, le nombre d'accidents et de victimes a enregistré une baisse en 2025 durant le mois de carême : « nous avons constaté une diminution des accidents de l'ordre de 1,41% et de 8,98% des décès », a-t-il conclu.

Convention entre  
les ministères de l'Education  
et de l'Enseignement supérieur

Les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ont signé, mercredi, une convention-cadre de coopération et de partenariat visant à renforcer l'intégration et la coordination bilatérale dans plusieurs domaines.

La cérémonie de signature a été présidée par le ministre de l'Education nationale, M. Mohamed Seghir Sadaoui, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari.

A ce propos, M. Sadaoui a indiqué que cette convention tend à "consolider le processus de coopération existant entre les deux secteurs, en vue de poursuivre l'amélioration du rendement et de la qualité de l'enseignement et de la formation à tous les niveaux", ainsi que "de renforcer la coordination dans l'organisation du pas-

sage des élèves du secteur de l'Éducation vers les établissements universitaires, en s'appuyant sur la numérisation".

Dans le cadre de cette convention, des accords subsidiaires ont également été signés entre plusieurs établissements relevant des deux secteurs, notamment entre l'Institut national de recherche en éducation (INRE) et des universités et écoles normales supérieures (ENS), avec pour objectif "l'approfondissement de la coopération bilatérale à travers l'engagement dans des projets communs, l'échange de connaissances et la valorisation de l'expertise universitaire et des moyens disponibles".

De son côté, M. Baddari a estimé que cette démarche "traduit la complémentarité existante entre les deux secteurs, qui partagent un objectif commun, à savoir assurer une formation qualitative du ca-

pital humain".

Cette convention couvre plusieurs axes de coopération, notamment le renforcement de la coordination dans le domaine de la numérisation, l'accueil et l'orientation des nouveaux bacheliers, a-t-il fait savoir, rappelant que ces opérations s'inscrivent dans une approche "zéro papier".

Soulignant que la coopération bilatérale entre les deux secteurs a permis aux diplômés des ENS d'obtenir simultanément un diplôme universitaire et un poste d'emploi, le ministre a souligné que "plus de 30.000 étudiants ont été orientés vers les ENS".

A l'issue de la signature des conventions, un "Réseau thématique en sciences de l'éducation et de la formation" a été créé, dans le cadre duquel "670 laboratoires et centres de recherche consacreront leurs travaux à des thématiques liées à l'éducation nationale".

Déclaration de la taxe sur la formation et l'apprentissage  
Les délais prorogés

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé, jeudi dans un communiqué, la prorogation des délais de souscription de la déclaration mensuelle (série G50) relative aux mois de janvier et février 2026, ainsi que de la déclaration concernant la taxe sur la formation professionnelle continue et la taxe d'apprentissage au titre de l'exercice 2025.

Le délai de la déclaration mensuelle (série G50) relative au mois de janvier 2026 a été prolongé jusqu'au mardi 10 mars 2026 inclus, au lieu du 20 février 2026, le délai de la déclaration mensuelle relative au mois de février 2026 a, quant à lui, été prorogé jusqu'au jeudi 26 mars 2026 inclus, au lieu du 20 mars 2026, précise

la même source.

La mesure concerne également la déclaration relative à la taxe sur la formation professionnelle continue et à la taxe d'apprentissage au titre de l'exercice 2025, dont le délai de souscription a été prolongé jusqu'au jeudi 26 mars 2026 inclus, au lieu du 20 février 2026.

Cette décision vise à permettre aux contribuables concernés de s'acquitter de leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, suite aux difficultés techniques enregistrées ces derniers jours via le portail "Jibaya'tic", précise la DGI.

Les contribuables n'ayant pas pu déposer leurs déclarations par voie électronique peuvent se rapprocher du receveur des impôts

territorialement compétent pour les déposer selon la procédure habituelle. Dans le même contexte, la DGI a s'excuse pour les désagréments occasionnés par ce dysfonctionnement, affirmant avoir mobilisé tous les moyens nécessaires pour remédier à la situation et rétablir la qualité du service dans les plus brefs délais, ajoute la même source.

Des travaux sont actuellement en cours pour le transfert du système d'information vers le nouveau centre de données du ministère des Finances, dans le but d'améliorer la performance du dispositif numérique et de renforcer la stabilité des services fournis aux contribuables, conclut la même source.

Perturbations de l'approvisionnement  
en GPLC dans certaines wilayas  
Naftal rassure

La société nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal) a indiqué, jeudi dans un communiqué, que l'approvisionnement en Gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLC) reprendra son cours normal durant les prochaines heures, après les perturbations enregistrées dans cinq wilayas du Centre et de l'Est du pays, ajoutant que ce produit est disponible en quantités suffisantes.

La société a expliqué que ces perturbations sont principalement dues aux « intempéries enregistrées depuis le 20 janvier 2026, ayant empêché l'accostage des navires d'approvisionnement en provenance du complexe de production d'Arzew dans les délais prévus », soulignant que cette situation a entraîné un retard dans

les opérations de chargement et de déchargement.

Rassurant ses clients, Naftal a fait observer que l'ensemble des autres produits pétroliers sont disponibles en quantités suffisantes, mettant en avant la mobilisation de tous les moyens logistiques et humains, en coordination avec le groupe Sonatrach, afin de rattraper ce retard, et d'assurer la continuité du service public et l'approvisionnement régulier du marché. Par ailleurs, Naftal a présenté ses excuses à ses clients et réaffirmé son engagement à garantir la continuité du service public et l'approvisionnement régulier du marché, tout en veillant à suivre l'évolution de la situation jusqu'au rétablissement total des opérations d'approvisionnement et de distribution.

Commerce extérieur  
Rezic reçoit l'ambassadeur  
saoudien

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezic, a reçu l'ambassadeur d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah bin Nasser Al Bussairy, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération dans les différents domaines du secteur, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre, qui s'est tenue mercredi soir au siège du ministère, a permis d'examiner les moyens de promouvoir les relations commerciales et économiques bilatérales, et d'augmenter les échanges à un niveau reflétant les grandes potentialités dont disposent les deux pays, notamment à la lumière de la

nouvelle dynamique que connaît le commerce extérieur algérien et de l'intérêt croissant pour l'élargissement des partenariats avec les marchés arabes et régionaux», selon la même source. Les deux parties ont également abordé l'importance de dynamiser les échanges commerciaux, d'encourager les opérateurs économiques des deux pays à l'établissement de partenariats « efficaces », et de renforcer les opportunités de coopération dans divers secteurs à valeur ajoutée, outre l'organisation d'une exposition des produits algériens en Arabie saoudite en vue de promouvoir le produit national, ajoute le communiqué du ministère.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'EL BAYADH  
DAIRA DE BOUALEM  
COMMUNE DE STITTEN  
NIF : 098432035060046

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

**Intitulé de l'Opération :** Réalisation d'un bureau de poste à la commune de Stitten

Conformément aux dispositions de l'article n° 65 et 82 du décret présidentiel N°15.247 du 02 dhou el hidja 1436 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service et la loi N° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communal de la Commune de Stitten Wilaya d'El bayadh informe les soumissionnaire ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offre ouvert exigence des capacités minimales n° 04/2026 paru le 21/01/2026 sur le journal Le Quotidien d'Oran en arabe et Le Quotidien d'Oran français le 21/01/2026 est attribué provisoirement comme suit :

Désignation des travaux	Entreprise	Note technique	Montant		Délai	Obs
Réalisation d'un bureau de poste à la commune de Stitten	ETB HAKMI BOUHARKET	51	Avant correction	41.082.359.3	Six (06) mois	Offre unique
			Après correction	41.082.313.12		
	N° NIF 176201300094154					

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du Présent avis pour toute éventuelle réclamation auprès du président de la commission communal des marchés de la commune de Stitten.

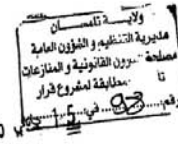
Fait à Stitten, le  
Le Président de l'APC

ANEP N° 2631002921 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026

## الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية تلمسان  
مديرية التقنين والشؤون العامة  
مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات  
مكتب نزاع الملكية والمنازعات

قرار رقم 19 جاني 2026  
بتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية - الحصنة رقم 17.



إن السيد والي ولاية تلمسان،

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 04 فبراير 1984 المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990 المتضمن التوجيه العقاري المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المتعلق بالتهيئة والتعمير المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المتضمن قانون الأملاك الوطنية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المحدد للقواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/08 المؤرخ في 25 فيفري 2008 المتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 22 جوان 2011 المتعلق بالبلدية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 21 فبراير 2012 المتعلق بالولاية لإسبعا المادتين 110 و 111 منه،
- بمقتضى المرسوم رقم 157/81 المؤرخ في 18 جويلية 1981 المتضمن تحديد نموذج نشرة القرارات الإدارية في الولاية وميزاتها،
- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 06 سبتمبر 2023 المتضمن تعيين السيد يوسف بشلاوي واليا لولاية تلمسان،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 27 جويلية 1993 المحدد لكيفيات تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المحدد للقواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المتمم بالمرسوم التنفيذي رقم 248/05 المؤرخ في 10 جويلية 2005،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 57 المؤرخ في 26 جانفي 1993 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 07 المؤرخ في 11 ماي 1994 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- نظرا لمقرر تسجيل العملية رقم N.1.051.096.01.4813.000.013.22.008،
- نظرا لرسالة السيدة مديرة الري رقم 3391 المؤرخة في 20 نوفمبر 2025،

قرار رقم 19 جاني 2026  
بتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية - الحصنة رقم 17.

بافتراح من السيد مدير التقنين والشؤون العامة  
يقرر

المادة الأولى: يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية - الحصنة رقم 17.

المادة 02: يعين السادة المبينين أدناه كمحافظين محققين على مستوى مقر بلدية مغنية:

رئيسا	مديرية التعمير والهندسة المعمارية والبناء	بن مصطفى حسن
عضوا	مديرية السكن	قوار يونس
عضوا	محافظة الغابات	قوار حسين

المادة 03: يوضع تحت تصرف الجمهور ملف خاص بفتح التحقيق لمدة 10 أيام ابتداء من يوم 10 فيفري 2026 إلى غاية 23 فيفري 2026

المادة 04: يجب أن يكون هذا القرار قبل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ فتح التحقيق.

- معلقا بمقر بلدية مغنية.

- منشورا في صحيفتين وطنيتين على حساب الجهة المستفيدة من المشروع.

المادة 05: يمثل الهدف من العملية في تحديد الغاية الموجودة من نزع الملكية وضبط قائمة الملاكين وكذا القطع الأرضية المراد نزع ملكيتها وإيداع كل الملاحظات الضرورية لهذه العملية.

المادة 06: عند انتهاء مدة التحقيق المذكورة في المادة الثالثة من هذا القرار يغلق السجل ويفحص المحافظ المحقق الملاحظات المدونة في السجل ويحرر تقريرا يستعرض فيه استنتاجه بشأن طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة ويرسل ملف التحقيق إلى السيد والي خلال مدة 15 يوما ابتداء من المدة المحددة في المادة الثالثة من هذا القرار.

المادة 07: يلزم المحافظ المحقق بإيداع ملف التحقيق المسبق لدى مديرية التقنين والشؤون العامة فور انتهاء مدة التحقيق مهيورا برأيه وملاحظاته.

المادة 08: يطلب من جميع ملاك الأراضي و ذو الحقوق العينية الأخرى الإطلاع على ملف التحقيق كل يوم ابتداء من تاريخ فتح التحقيق بمقر البلدية من الساعة 8 صباحا إلى الساعة 16سما 30 ما عدا أيام العطل، كما يمكنهم الإدلاء بملاحظاتهم إلى السيد المحافظ المحقق.

المادة 09: يحدد تعويض المحافظين المحققين حسب كفاءات ونسب مصاريف المهام الممنوحة للموظفين وفقا للتنظيم المعمول به ويكون التعويض على عاتق الجهة المستفيدة من المشروع.

المادة 10: تكلف السيدات والسادة الأمينة العامة للولاية، مدير التقنين والشؤون العامة، مديرية الري، مدير الأشغال العمومية، مدير أملاك الدولة، مدير مسح الأراضي والحفظ العقاري، مدير التعمير والهندسة المعمارية والبناء مديرية المصالح الفلاحية، مدير الضرائب، رئيس دائرة مغنية، رئيس المجلس الشعبي لبلدية مغنية والمحافظين المحققين كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي سينشر في نشرة القرارات الإدارية للولاية.

الوالي

ANEP N° 2631002881 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
WILAYA D'EL BAYADH  
DAIRA DE BOUALEM  
COMMUNE DE STITTEN  
NIF : 098432035060046

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

**Intitulé de l'Opération :** Réalisation d'un cantine scolaire à l'école Badji Ahmed

Conformément aux dispositions de l'article n° 65 et 82 du décret présidentiel N°15.247 du 02 dhou el hidja 1436 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service et la loi N° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communal de la Commune de Stitten Wilaya d'El bayadh informe les soumissionnaire ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offre ouvert exigence des capacités minimales n° 05/2026 paru le 21/01/2026 sur le journal Le Quotidien d'Oran en arabe et Le Quotidien d'Oran français le 21/01/2026 est attribué provisoirement comme suit :

Désignation des travaux	Entreprise	Note technique	Montant		Délai	Obs
Réalisation d'un cantine scolaire à l'école Badji Ahmed	ETP NEHARI SOUMIA	50	Avant correction	18.098.260.77	Quatre (04) mois	Offre unique
			Après correction	18.098.260.77		
			N° NIF 285320100062117			

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du Présent avis pour toute éventuelle réclamation auprès du président de la commission communal des marchés de la commune de Stitten.

Fait à Stitten, le  
Le Président de l'APC

ANEP N° 2631002935 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026



Iran

## Donald Trump lance un ultimatum de «dix jours» à l'Iran



Le président américain Donald Trump a dit jeudi se donner «dix jours» pour décider si un accord avec l'Iran était possible, avertissant que dans le cas contraire, «de mauvaises choses» se produiraient.

Washington et Téhéran, qui ont renoué le dialogue début février pour la première fois depuis la guerre de 12 jours en juin 2025, ont tenu deux sessions de pourparlers pour tenter de régler leurs diffé-

rends. Mais les deux pays ennemis continuent à échanger des menaces sur fond d'escalade militaire: les Etats-Unis ont intensifié leur déploiement dans le Golfe et l'Iran mène des exercices en mer d'Oman avec la Russie.

«Il est évident depuis des années qu'il n'est pas facile de conclure un accord pertinent avec l'Iran. Nous devons conclure un accord pertinent sinon de mauvaises choses vont arriver», a déclaré Donald

Trump depuis Washington. «Nous devons peut-être aller plus loin, ou peut-être pas, nous allons peut-être conclure un accord. Vous le saurez probablement dans les dix prochains jours», a-t-il ajouté. La veille, les Etats-Unis avaient déjà averti l'Iran qu'il serait «bien avisé» de conclure un accord. «Il existe de nombreuses raisons et arguments en faveur d'une frappe contre l'Iran», avait estimé la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt.

### «DROIT» À L'ENRICHISSEMENT D'URANIUM

Au cœur du différend entre Washington et Téhéran: le programme nucléaire iranien.

Sous pression, l'Iran a de nouveau défendu jeudi «son droit» à l'enrichissement d'uranium à des fins civiles, notamment pour l'énergie. «Aucun pays ne peut priver l'Iran du droit de bénéficier pacifiquement de cette technologie», a réaffirmé le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, Mohammad Eslami. L'Iran avait dit mercredi «élaborer un cadre» pour faire avancer ses tractations avec Washington, reprises le 6 février via une médiation omanaise.

Si les deux parties affichent leur volonté de poursuivre le dialogue, elles divergent sur la teneur des discussions. L'Iran, qui dément chercher à se doter de la bombe atomique comme l'en accusent les pays occidentaux et Israël, veut limiter les pourparlers à son programme nucléaire et exige la levée des sanctions qui étranglent son économie. Pour Washington, un accord doit inclure son programme de missiles balistiques et son soutien dans la région aux groupes armés hostiles à Israël.

### RENVERSEMENT DU POUVOIR ?

Donald Trump a multiplié ces dernières semaines les menaces d'attaques, d'abord en réaction à la répression meurtrière début janvier par le pouvoir iranien d'une vague de contestation, puis pour arracher un accord.

Les chaînes CNN et CBS ont rap-

porté que l'armée américaine était prête à mener des frappes sur l'Iran dès ce week-end, même si le président américain n'a selon eux pas encore tranché.

Selon le Wall Street Journal, citant des responsables américains anonymes, Donald Trump a notamment été informé d'une option visant à «tuer nombre de dirigeants politiques et militaires iraniens, afin de renverser le gouvernement». Washington a dépêché deux porte-avions dans le Golfe et dispose aussi de dizaines de milliers de soldats dans des bases de la région, certaines potentiellement vulnérables en cas de contre-attaque iranienne.

### «RETENUE»

Face à cette «escalade des tensions sans précédent», la Russie a exhorté à la «retenue». Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, s'est entretenu mercredi avec Rafael Grossi, le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de vérifier le caractère pacifique des activités nucléaires du pays. L'Iran avait suspendu sa coopération avec l'instance onusienne et restreint l'accès de ses inspecteurs aux installations touchées après la guerre déclenchée par Israël l'an dernier, durant laquelle les Etats-Unis avaient bombardé des sites nucléaires iraniens. «Nous ne voulons pas la guerre (...) Mais s'ils veulent essayer de nous imposer leur volonté (...) devrions-nous l'accepter?», a lancé le président iranien, Massoud Pezeshkian.

Décès de Leila Shahid...

## Quand s'éteint une diplomatie qui ressemblait à une patrie entière

Par Laala Bachtoula

Avec la disparition de Leila Shahid, la Palestine ne perd pas seulement une diplomate de premier plan, elle perd l'une de ses voix les plus constantes et les plus lisibles dans la défense du droit de son peuple à la liberté et à la dignité.

Elle appartenait à cette génération qui a porté la cause palestinienne au-delà des frontières géographiques étroites pour en faire un discours moral et politique universel, capable d'interpeller la conscience internationale dans le langage du droit, de la mémoire et de l'humain. Née à Beyrouth en 1949 dans une famille palestinienne originaire d'El qods, elle a grandi à l'ombre de l'exil, dans un temps où le déracinement constituait le quotidien de tout un peuple. Très tôt, elle choisit la voie de la parole et de la diplomatie, convaincue que la bataille pour la Palestine se menait aussi dans les enceintes internationales, les capitales européennes, les universités et les médias, là où la clarté du discours peut ouvrir des espaces de reconnaissance.

Elle représenta la Palestine en France, à l'UNESCO, puis comme ambassadrice auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

Dans ces fonctions, elle installa une présence palestinienne durable en Europe, à une époque où la question risquait d'être margi-



nalisée ou réduite à une lecture sécuritaire.

Son style diplomatique reposait sur une rare combinaison de calme, de fermeté et de profondeur argumentative. Elle ne cherchait pas l'effet de tribune, mais la justesse. Chaque intervention devenait une prise de position claire en faveur des droits de son peuple.

Pour elle, l'Algérie n'était pas seulement un pays solidaire, mais un espace politique et historique proche de sa sensibilité. Elle

voyait dans l'expérience algérienne de libération un écho à la lutte palestinienne et n'a cessé de saluer la constance du soutien algérien dans les forums internationaux. Présente à Alger lors de rencontres officielles et intellectuelles, elle rappelait que la relation entre les deux peuples reposait sur une mémoire partagée et une expérience commune de résistance.

Leila Shahid s'éteint à un moment où la Palestine a plus que jamais besoin de voix

claires et tenaces. Elle laisse l'image d'une diplomatie habitée par l'éthique, la constance et le sens du temps long. La Palestine perd un visage qui l'a représentée avec dignité dans le monde, mais son empreinte demeure dans chaque espace où elle a su maintenir la présence d'un peuple et la légitimité d'une cause. Elle n'était pas seulement une ambassadrice : elle fut la dépositaire d'une mémoire et le visage d'une dignité qui ne disparaît pas avec ceux qui la portent.



Alger

Une nouvelle laiterie ouverte à Rouiba



Une nouvelle laiterie a été officiellement inaugurée, jeudi à Rouiba (Alger), au terme de sa phase expérimentale, laquelle permettra de renforcer l'approvisionnement du marché des wilayas du Centre du pays en ce produit de large consommation. La cérémonie d'inauguration a été coprésidée par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, et la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, en présence de la Présidente-directrice générale (P-dg) du Groupe industriel public des productions laitières "Giplait", propriétaire de la laiterie, Samah Lahlouh, ainsi que du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, et du président de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), Ahmed Belayat.

A cette occasion, une ligne de production de lait traité à ultra-haute température (UHT) a été mise en service, avec une capacité de 200.000 litres/jour, portant la capacité globale de cette laiterie, la plus grande du genre en Algérie, s'étendant sur une superficie de plus de quatre (4) hectares dans la zone

industrielle de Rouiba, à plus de 1,2 million de litres/jour, dont un million de litres de lait pasteurisé subventionné destiné à la vente à prix réglementé. Les phases expérimentales de production au niveau de la laiterie ont débuté en février 2025. Le projet, réalisé en exécution de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été achevé dans un délai record de 14 mois. S'exprimant à cette occasion, M. Oualid a mis en avant l'importance de cette usine dans le renforcement de la production nationale de lait et l'approvisionnement régulier des populations d'Alger et des wilayas limitrophes, rappelant que la consommation individuelle de lait en Algérie est estimée à 145 litres par an, contre une moyenne mondiale de 90 litres fixée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Saluant également les investissements privés dans le domaine de la production du lait, le ministre a fait état de l'orientation, "au cours des prochains mois", vers le développement d'activités à valeur ajoutée, telles que la production du lait infantile, en partenariat avec des opérateurs étrangers, en sus de l'exportation des dérivés du lait. De son côté, Mme Abdellatif a

estimé que cette laiterie représente un acquis national, en termes d'approvisionnement du marché en quantités significatives de lait, à même de contribuer à la satisfaction de la demande croissante du consommateur algérien sur cette denrée essentielle. A son tour, la Présidente-directrice générale (PDG) du groupe "Giplait" qui couvre une part estimée à 52% du marché de lait pasteurisé en Algérie, a indiqué que la laiterie de Rouiba est dotée d'équipements "assurant les plus hauts niveaux de compétence et de qualité", à même de permettre de produire des produits de qualité supérieure et à des prix compétitifs, estimant que ce projet constitue une étape stratégique vers le développement de la filière du lait, la réalisation de l'autosuffisance, l'élimination de la pénurie et la contribution à la stabilité du marché national des produits de première nécessité.

Présentant les activités du groupe, Mme Lahlouh a fait savoir que l'opération de collecte du lait de vache destiné à la production du lait en sachet partiellement écrémé et à la vente à prix réglementé, a connu une hausse de 52% depuis son lancement en 2024, et ce dans le cadre de l'encouragement et du soutien de la collecte du lait frais.

Un trafic de psychotropes démantelé

Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel organisé et saisi 38.000 capsules de substances psychotropes, a indiqué jeudi un communiqué des ces services.

"Dans le cadre de la lutte contre les crimes liés au trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, la Brigade de recherche et d'intervention de la Sûreté de la wilaya d'Alger a démantelé un réseau criminel organisé composé de

05 individus, spécialisés dans le trafic de stupéfiants, et saisi 38000 capsules de psychotropes", précise-t-on de même source. Menée sous la supervision du procureur de la République territorialement compétent, cette opération est intervenue "suite à l'exploitation d'informations faisant état de l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de substances psychotropes". Les investigations menées par le service concerné ont permis

"d'identifier et d'arrêter les membres du réseau et de saisir 38.000 capsules de psychotropes, un montant en monnaie nationale de 12.100.000 de centimes provenant des revenus de la vente, ainsi que 03 véhicules touristiques".

"Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal territorialement compétent, conformément à un dossier de procédures pénales", conclut la même source.

Boumerdès

Un nouveau système d'alimentation en eau à Cap Djinet

Un nouveau système d'alimentation en eau potable (AEP), à partir de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de la commune de Cap Djinet a été mis en service jeudi. Ce nouveau dispositif permettra d'assurer l'alimentation en eau potable de 1.500 foyers. L'opération a été réalisée pour un montant de près de 70 millions de DA, représentant un financement conjoint entre le budget communal et le ministère de tutelle, selon l'exposé présenté au wali de Boumerdès, Fouzia Naama, lors de l'inauguration de ce projet dans le cadre d'une visite de travail et d'inspec-

tion. Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité du service public, renforcer la couverture en eau potable et à garantir un approvisionnement régulier et permanent aux habitants, contribuant ainsi à la stabilité des populations et à l'autonomie en matière de distribution.

Il s'agit de la réalisation de deux (2) stations de pompage, dont une à Ouled Ali, ainsi que de deux réservoirs d'une capacité de 500 m3 chacun, la pose d'une conduite de refoulement, le renouvellement et l'extension du réseau de distribution dans le village d'Ouled Samir,

outre la réhabilitation des équipements de pompage et du transformateur électrique y afférent. Le système intégré affiche une capacité de production dépassant 600 m3/jour, assurant le transfert, le stockage et la distribution de l'eau dans des conditions optimales.

A noter que l'alimentation en eau potable de la wilaya est assurée principalement par le système de transfert du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), ainsi que par les barrages de Keddara, Hamiz et Beni Amrane, et par les eaux dessalées issues des SDEM de Cap Djinet et de Corso.

Constantine

Amélioration annoncée de l'alimentation en eau

Des projets destinés à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP), notamment durant le mois de Ramadhan, viennent d'être réceptionnés et mis en service, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris jeudi auprès des services de la société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO).

Il s'agit de l'entrée en exploitation dans la commune de Hamma Bouziane d'un nouveau forage dans le champ captant de "Hammam Zaoui" d'une capacité de production de plus de 60 litres/seconde et la remise en service de la station de pompage qui alimente le réservoir de la cité El Ghirène (5.000 m3), suite à des travaux de réparation, a précisé à l'APS la chargée d'information et de communication au sein de cette société, Amel Bentoubal. Il a été procédé également à la réalisation de deux autres opérations portant réaménagement des pompes destinées aux forages consacrés à l'approvisionnement des communes de Zighoud

Youcef et de Beni Hamidene, a ajouté la même source.

La même société, prévoit le lancement d'un projet de débouchage et réhabilitation des conduites d'eau potable, pour réduire et lutter contre les déperditions de l'eau dans la région Nord de la wilaya ciblant les communes de Didouche Mourad, Hamma Bouziane et le groupement d'habitation de Bekira relevant de la commune de Hamma Bouziane, entre autres, a-t-elle indiqué, notant que des actions de contrôle des stations de pompage et de la qualité d'eau, sont prévues tout au long du mois sacré.

Afin de garantir l'alimentation continue des mosquées en cette ressource naturelle, un plan spécial a été mis en place qui inclut le renforcement du dispositif, l'entretien des réseaux et des mesures proactives pour éviter toute perturbation, a-t-elle encore détaillé.

Il est à noter que plus de 30 équipes techniques sont mobilisées à travers les 12 communes, prêtes à intervenir 24 heures sur 24 en cas d'urgence.

Sétif

Saisie de produits cosmétiques périmés

Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire de la sûreté de wilaya de Sétif ont saisi une quantité de produits cosmétiques périmés et des moyens de falsification des dates et ont arrêté deux suspects, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps constitué.

Le chef du bureau de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire principal de police Mohamed Ferahta, a précisé que l'affaire a été traitée suite à l'exploitation d'informations relatives au stockage par une personne dans un des quartiers de la ville de Sétif de produits cosmétiques périmés puis leur distribution aux vendeurs de détail après la pose de dates de péremption falsifiées. La même source a ajouté que suite à cela, un groupe en tenues civiles a été chargé de mener des investigations qui ont conduit les enquêteurs de

la brigade à arrêter le mis en cause à bord d'un véhicule utilitaire transportant une quantité de produits cosmétiques divers périmés sans registre de commerce, alors que son complice a été par la suite arrêté à son tour.

Selon la même source, la perquisition en coordination avec le parquet compétent du domicile du suspect a permis de saisir 670 unités de produits cosmétiques périmés, 907 étiquettes avec des dates de péremption dépassées, un cachet en plastique portant la mention en français « Original », un tampon dateur en métal, de l'encre noir, un outil pour effacer les dates de péremption dépassées et 23 unités de psychotropes.

Au terme des procédures légales, les deux suspects âgés de 43 et 44 ans ont été présentés devant le parquet compétent près le tribunal de Sétif.

Bouira

Des denrées alimentaires impropres à la consommation saisies

Farid Haddouche

Dans le cadre des efforts déployés pour protéger les consommateurs et préserver la santé publique, un camion frigorifique a été intercepté par les éléments de la 4ème sûreté urbaine. Un contrôle a révélé qu'il transportait des denrées alimentaires destinées à la consumma-

tion humaine, notamment des pots de yaourt et une quantité de pâté de poulet.

Après inspection, ces produits se sont avérés impropres à la consommation. La marchandise saisie a été détruite au centre de traitement des déchets de Bouira et des poursuites judiciaires ont été engagées contre le contrevenant.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

03 ramadhan 1447				
El Fedjr 06h03	Dohr 13h02	Assar 16h08	Maghreb 18h38	Icha 19h56





## Sidi Bel-Abbès

# Des mesures pour garantir la disponibilité des produits de large consommation

**Les services de la direction du Commerce de la wilaya de Sidi Bel-Abbès ont engagé une série de mesures à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, visant à assurer la disponibilité des produits de large consommation et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens, a indiqué la directrice du secteur, Mme Mahmoudi Hadjira.**

La même responsable a précisé que ces dispositions comprennent l'élargissement du réseau des points de vente des produits des offices et des entreprises publiques à travers les différentes communes de la wilaya.

A ce titre, le groupe « Agrodif » contribue avec 16 points de vente répartis sur 12 communes, dont cinq au chef-lieu de wilaya et un point de vente dans chacune des 11 autres communes.

De son côté, l'entreprise publique économique « Tessala » a mis en place 14 points de vente répartis sur six communes, dont neuf au chef-lieu de wilaya et un point de vente dans chacune des cinq autres communes.

Pour sa part, le groupe « Voillais de l'Ouest » renforce l'approvisionnement du marché avec cinq points de vente répartis sur trois communes, dont trois au

chef-lieu de wilaya et deux dans deux autres communes, consolidant ainsi l'offre en viandes blanches et produits avicoles durant le mois sacré.

Dans le même contexte, 18 marchés de proximité "spécial Ramadhan" ont été ouverts à travers 15 daïras, dont trois au chef-lieu de wilaya, afin de rapprocher les produits des citoyens et leur permettre de les acquérir directement du producteur au consommateur à des prix compétitifs.

Dans le cadre de l'accompagnement et du contrôle de cette opération, 62 brigades ont été mobilisées, dont 26 brigades de contrôle de la qualité et 36 brigades de contrôle des pratiques commerciales, en plus de 10 brigades mixtes regroupant les services de la Direction du commerce et les services de sécurité.

Le contrôle a été généralisé à

l'ensemble des communes de la wilaya, afin de protéger le consommateur et garantir la transparence des transactions commerciales.

Parallèlement, des activités de proximité ainsi que des journées d'information et de sensibilisation sont organisées autour des thèmes «Lutte contre le gaspillage alimentaire» et «Les marchés de proximité et leur rôle dans le soutien du pouvoir d'achat du citoyen», dans le but de promouvoir une culture de consommation rationnelle et de renforcer la stabilité du marché durant le mois sacré.

La directrice du commerce a affirmé que ces mesures s'inscrivent dans une démarche anticipative visant à réguler le marché pendant le mois de Ramadhan et à garantir un approvisionnement régulier répondant aux besoins des citoyens tout en préservant leur pouvoir d'achat.

## Mascara

# 69 interventions chirurgicales dans le cadre du jumelage inter-hôpitaux



Pas moins de 69 interventions chirurgicales en gynécologie ont été réalisées dans la wilaya de Mascara par une équipe médicale relevant de l'établissement hospitalo-universitaire EHU d'Oran 1er novembre 1954, dans le cadre des conventions de jumelage entre établissements hospitaliers du pays, a-t-on appris, jeudi auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP).

L'équipe médicale, composée de sept médecins spécialistes en chirurgie gynécologique et obstétrique, a achevé, jeudi, sa mission d'une semaine au sein de l'établissement public hospitalier spécialisé mère-enfant « Belbouri Rahma » à Mascara, où elle a réalisé 69 opérations chirurgicales dans cette spécialité.

Les bénéficiaires, issues de différentes communes de la wilaya, souffraient notamment de tumeurs cancéreuses et de kystes au niveau du col et de la paroi utérine, en plus de cas ayant nécessité des césariennes complexes.

Durant la même période, l'équipe a également assuré 450 consultations médicales spécialisées au sein du même établissement, a ajouté la même source.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des conventions de jumelage entre structures hospitalières à l'échelle nationale, visant à renforcer la prise en charge médicale, notamment des cas urgents, et à rapprocher les services spécialisés des patients, leur évitant ainsi les déplacements vers d'autres wilayas. Elle contribue également au renforcement des compétences et à la formation des équipes médicales locales.

Par ailleurs, la direction de la Santé a annoncé la programmation prochaine d'une visite d'une équipe chirurgicale relevant du Centre hospitalo-universitaire d'Oran, qui interviendra au niveau des établissements publics hospitaliers « Meslem Tayeb » et « Asaad Khaled » à Mascara pour la réalisation d'interventions en chirurgie digestive et gastrique.

## Le service de neurologie du CHU rouvert

Le service de neurologie du Centre hospitalo-universitaire Dr Abdelkader Hassani de Sidi Bel-Abbès a été rouvert à la suite d'une opération globale de réhabilitation et d'équipement, dans le cadre du renforcement des services médicaux spécialisés et de l'amélioration de la qualité de la prise en charge des patients, notamment ceux atteints de pathologies neurologiques aiguës et chroniques, selon la cellule de communication de l'établissement.

La même source a précisé que les travaux de réhabilitation ont concerné les volets techniques et logistiques du service. Des normes organisationnelles modernes ont été adoptées, afin d'assurer la fluidité de l'activité médicale et de renforcer l'intégration fonctionnelle avec les services vitaux voisins, notamment la radiologie, la réanimation et l'anesthésie, ainsi que la rééducation fonctionnelle.

Cette organisation contribue à

réduire les délais d'intervention et à améliorer le parcours de soins des patients, en particulier dans les cas d'accidents vasculaires cérébraux nécessitant une prise en charge urgente.

Placée sous la supervision du Pr. Oudrar Naïma, le service est doté d'équipements modernes dédiés au diagnostic précis et au suivi thérapeutique, ce qui permettra de renforcer la prise en charge des urgences neurologiques et des cas complexes, dans le respect des normes médicales en vigueur.

Le directeur du CHU, Mohamed Bensenoussi, a affirmé que « la réouverture du service de neurologie constitue un acquis qualitatif pour le système de santé de la wilaya et reflète les efforts déployés pour améliorer la prise en charge des pathologies sensibles nécessitant la rapidité de diagnostic et d'intervention ».

Il a ajouté que « ce service permettra de réduire les transferts de

patients vers d'autres wilayas et d'assurer localement des soins spécialisés, tout en soutenant la formation médicale continue au profit des médecins et du personnel paramédical, ce qui renforcera le travail pluridisciplinaire et la qualité des prestations sanitaires ».

Selon le même responsable, cette réalisation s'inscrit dans une vision globale visant à moderniser les infrastructures sanitaires et à renforcer leurs capacités humaines et techniques, afin de rapprocher le service du citoyen et d'améliorer les conditions d'accueil et de traitement.

La réouverture de ce service représente ainsi un apport stratégique pour le secteur de la santé à Sidi Bel-Abbès, contribuant à l'élévation du niveau de prise en charge en neurologie et à l'ancrage d'une approche thérapeutique fondée sur la précision, l'efficacité et la réactivité, au service de la santé du citoyen.

## Saisie de kif, quatre arrestations

Les services de la Sûreté de wilaya de Mascara ont saisi, récemment, près de 3 kilogrammes de kif traité et procédé à l'arrestation de quatre individus impliqués dans cette affaire, a indiqué, vendredi, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps de sécurité.

Selon la même source, l'opération a été menée au niveau d'un barrage de police installé à l'entrée ouest de la ville de Mascara, où un bus de transport de voyageurs a été intercepté et soumis à une fouille. Cette opération a permis la décou-

verte d'un sac en plastique dissimulé sous le siège de l'un des passagers, contenant une quantité de kif traité estimée à près de 3 kilogrammes, et l'arrestation du suspect.

L'exploitation des preuves techniques a ensuite permis aux policiers d'arrêter trois autres suspects, complices du détenteur du sac contenant le kif traité, tous originaires de la ville de Mascara, précise le communiqué. Les individus arrêtés ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mascara, qui a ordonné leur placement en détention provisoire.

## Naâma

# Projets de deux piscines semi-olympiques et d'infrastructures de jeunesse

La wilaya de Naâma a bénéficié d'une série de nouveaux projets comprenant la réalisation de deux piscines semi-olympiques, ainsi que d'infrastructures destinées à la jeunesse dans plusieurs communes.

Les deux projets de piscines seront réalisés dans les communes de Mecheria et Aïn-Sefra, dans le cadre du programme de l'année en cours du secteur de la jeunesse et des sports, a précisé la cellule de communication de la wilaya.

Ces projets visent à dynamiser le mouvement sportif local, a-t-on souligné, ajoutant que le lancement des chantiers de ces infrastructures est prévu dans les prochaines semaines, après l'achèvement des procédures liées à la désignation des entreprises chargées de la réalisation. La même source a également fait état de la programmation d'autres projets, no-

tamment la réalisation de trois maisons de jeunes dans les communes de Mecheria, Djénienne Bourezg et Asla, ainsi qu'une autre maison de jeunes dans la commune de Moghrar.

Il est aussi prévu la création d'un camp de jeunes d'une capacité de 400 lits dans l'oasis de Tiout, en plus d'un programme de réhabilitation de plusieurs infrastructures sportives et de jeunesse à travers la wilaya.

Ces projets, pour lesquels les assiettes foncières ont été retenues, récemment, par la commission technique compétente, s'inscrivent dans le cadre de la stratégie des pouvoirs publics visant à créer de nouvelles infrastructures sportives et de jeunesse, dans le but de renforcer les équipements sportifs de la wilaya et de rapprocher les structures de jeunesse des citoyens, a-t-on souligné.

## Chlef

# Bibliothèque principale : plus de 42.000 titres numérisés

Les services de la Bibliothèque principale de lecture publique de Chlef ont procédé à la numérisation de plus de 42.000 titres issus de son fonds documentaire, dans le cadre de l'accompagnement de la transition numérique du secteur et de la promotion de la lecture, a-t-on appris jeudi auprès des responsables de cet établissement culturel.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des services offerts aux usagers et aux chercheurs, a indiqué à l'APS la directrice de la bibliothèque, Leïla Merzouk, en marge du Salon du livre religieux, ouvert jeudi.

Elle a souligné que cette initiative permettra de faciliter l'accès aux ouvrages disponibles, la consultation des catalogues, ainsi que de promouvoir la lecture, en prévision également de l'interconnexion des bibliothèques publiques à l'échelle nationale.

A noter que la Bibliothèque principale de lecture publique de Chlef et ses annexes de Chorfa et de Chettia abritent, du 19 au 27 février courant, un Salon du livre religieux proposant près d'une centaine de titres consacrés à la « Sira Nabaouia » (biographie du Prophète), aux califes et autres figures de l'islam, selon Mme Merzouk.

Cette manifestation culturelle, organisée à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, cible l'ensemble des catégories d'âge et comprend des activités intellectuelles ainsi que des concours culturels destinés à dynamiser la scène culturelle locale, a-t-elle ajouté.

Une "Tente de lecture" sera également installée durant les soirées du mois de Ramadhan, au niveau de la bibliothèque principale. Au programme: des pièces théâtrales à vocation éducative, des récitals poétiques et des rencontres avec des auteurs locaux pour la présentation de leurs ouvrages, selon la même source.



## Logements sociaux Des instructions pour l'affichage des listes juste après les enquêtes ménages

J. Boukraa

Des instructions fermes ont été données par le wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, appelant à l'affichage des listes des bénéficiaires immédiatement après l'achèvement des enquêtes administratives et sociales relatives aux logements publics locatifs (LPL). Il a insisté sur le strict respect de la réglementation en vigueur et sur la nécessité de garantir la transparence et l'équité dans l'ensemble du processus d'attribution. Ces orientations ont été formulées jeudi lors d'une réunion de travail consacrée à l'examen de la situation des logements publics locatifs ainsi qu'à l'identification des communes prêtes pour leur distribution. Un point détaillé a été présenté sur l'état d'avancement des enquêtes, étape indispensable avant l'affichage officiel des listes.

La coordination entre les services de la wilaya et les daïras a également été mise en avant afin d'assurer une organisation rigoureuse et sans retard des opérations prévues. Ont pris part à cette réunion la chargée de la cellule logement au cabinet du wali, les chefs de daïra concernés, ainsi que le directeur du logement et le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction par intérim.

À titre de rappel, la wilaya d'Oran a connu ces dernières années une dynamique soutenue dans le secteur du logement, marquée par la réalisation et la distribution d'un nombre impor-

tant d'unités à travers plusieurs communes. Cette cadence devrait se poursuivre dans le cadre des programmes en cours, en réponse aux attentes des citoyens et dans la continuité des efforts engagés. Par ailleurs, la wilaya d'Oran prévoit la livraison de 3.580 logements publics locatifs au cours de l'année 2026, dans le cadre des programmes supervisés par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Il y a lieu de rappeler qu'avec la dernière attribution de plus de 900 logement répartis entre plusieurs communes, la wilaya d'Oran a tenu son pari de distribuer plus de 11.000 unités toutes formules confondues durant l'année 2025.

En effet, ces deux derniers mois la wilaya d'Oran a procédé à la distribution des clés de plus de 900 logements sociaux au profit de bénéficiaires issus de plusieurs communes de la wilaya. Ces attributions qui s'inscrivent dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire pour l'année 2025 ont ciblé plusieurs sites. La commune d'Oued Tlélat a accueilli une part importante de cette opération, notamment au niveau du site des 2.000 logements où 380 logements ont été attribués. Sur ce total, 180 logements au profit des bénéficiaires de la commune d'El Braya, 100 logements pour la commune de Tafraoui, 100 logements destinés à la commune de Boufatis. Dans le même cadre, 100 logements publics locatifs ont également été attribués dans la commune d'El Ançor,

relevant de la daïra d'Aïn El Turck. La plus importante opération de remise de clés a toutefois concerné la commune d'Oued Tlélat, avec l'attribution directe de 441 logements sociaux au profit de ses habitants.

En effet, un total de plus de 11.000 logements ont été attribués à Oran depuis le début de l'année (2025), avec des distributions importantes lors des fêtes nationales (juillet et novembre), dont des milliers de logements publics locatifs (LPL) et des programmes comme AADL, pour répondre à la demande urgente et réduire l'habitat précaire. Ces attributions s'inscrivent dans un vaste plan de relogement et de modernisation de la ville d'Oran, financé par l'État, visant à satisfaire une demande pressante et à améliorer les conditions de vie. Depuis le début de 2025, Oran a connu une activité de distribution de logements significative, avec des chiffres variant selon les sources et les périodes, incluant plus de 11.000 unités annoncées en mars, des opérations en mai et juillet, et une grande cérémonie en octobre 2025 marquant la distribution de plus de 2.000 logements (LPL et LPA) et des annonces pour des milliers d'autres. Au total, plus de 7.400 logements toutes formules confondues avaient déjà été distribués jusqu'en juillet, et des projections mentionnent des distributions massives pour achever le programme 2025, avec des plans pour des dizaines de milliers d'unités à terme sur l'année.

## Alors que 5.040 logements LPL sont en réalisation par l'OPGI 847 unités LPA prises en charge par l'agence foncière

Houari Saaïdia

Un peu plus de 5.000 unités de type logement public locatif (LPL) sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran par le biais de l'Office de la promotion et de la gestion immobilière (OPGI), a-t-on appris de source officielle. Plus précisément, il s'agit de 5.040 logements dits « sociaux » dont le plus gros paquet, 4.000 unités, relève du programme 2024 à l'indicateur de la wilaya qui est réparti sur 10 projets implantés dans différents sites.

Le deuxième important paquet en termes de consistance concerne 880 logements (07 projets) inscrits au programme LPL au titre de l'année

2023, ce à quoi s'ajoute un reliquat de 160 unités correspondant à des programmes antérieurs, indique-t-on de même source.

Il est à noter que ce dossier a fait l'objet d'un point de situation présenté de manière détaillée par le directeur général de l'OPGI d'Oran lors d'un récent conseil exécutif présidé par le wali. Le premier responsable local du même office public a affirmé que les chantiers relatifs à ces projets LPL enregistrent des taux d'avancement généralement satisfaisants, tout en soulignant le suivi, l'accompagnement et le pressing, tout à la fois, consentis par le maître d'ouvrage à l'égard des différents intervenants dans ces opérations,

au premier rang desquels les entreprises de réalisation, et ce à l'effet de livrer ces programmes dans les échéances arrêtées, avec comme mot d'ordre : accélérer la cadence d'exécution. Le même responsable a fait savoir lors de la même intervention devant le conseil exécutif qu'il est prévu la réception au cours de cette année 2026 pas moins de 3.580 logements du total de 5.040 unités LPL.

De son côté, le directeur de l'Agence de gestion et de régulation foncière et urbaine (AGRFU) a présenté un exposé sur les projets de logement promotionnel aidé (LPA). L'agence supervise actuellement 21 projets, totalisant 847 logements.

## Intoxiquées par le monoxyde de carbone Trois personnes sauvées à Akid Lotfi

Trois personnes ont été victimes avant-hier d'une intoxication au monoxyde de carbone dans la wilaya d'Oran, a indiqué la Protection civile dans un communiqué. Les secours sont intervenus suite à un signalement faisant état d'une famille exposée au monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau au niveau du quartier Akid Lotfi. Selon les premières informations, l'incident a causé l'intoxication de trois personnes de sexe féminin, âgées entre 10 et 44 ans. Les victimes présentaient des difficultés respiratoires au moment de la prise en charge. Les éléments de la Protection civile leur ont prodigué les premiers secours sur place avant de les évacuer vers l'établissement hospitalier local pour des examens complémentaires et une prise en charge médicale appropriée. Le monoxyde de carbone est un gaz incolore, inodore et particulièrement dangereux, souvent qualifié de « tueur silencieux ». Il peut se dégager à la suite



d'un mauvais fonctionnement ou d'une mauvaise aération des appareils à combustion, notamment les chauffe-eau et les chauffages domestiques. Chaque année, plusieurs accidents similaires sont enregistrés, particulièrement en période hivernale. Les servi-

ces de la Protection civile rappellent l'importance de vérifier régulièrement les installations de gaz, d'assurer une bonne ventilation des habitations et de faire appel à des professionnels qualifiés pour l'entretien des appareils.

J. B.

## «Ensemble pour des routes plus sûres durant le Ramadhan» Lancement de la campagne nationale de prévention et de sensibilisation

La campagne nationale de sensibilisation à la prévention des accidents de la circulation a été lancée à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, sous le slogan : « Ensemble pour des routes plus sûres durant le Ramadhan ». Organisée par le groupement territorial de la Gendarmerie nationale, elle se déroule du 18 février au 10 mars 2026 et vise à réduire le nombre d'accidents, particulièrement durant cette période marquée par une circulation intense et des comportements à risque. Dans ce cadre, la Sûreté de wilaya d'Oran a pris part à cette initiative aux côtés de ses différents partenaires. L'opération de sensibilisation s'est tenue au niveau du barrage fixe situé à l'entrée de la commune de Mers El Kébir, en présence des éléments de la Protection civile ainsi que des représentants de la société civile.

Sur place, les services de sécurité ont mené des actions de proximité auprès des conducteurs en leur

prodiguant des conseils pratiques liés au respect du code de la route. L'accent a été mis sur la nécessité d'éviter l'excès de vitesse, les dépassements dangereux et l'utilisation du téléphone au volant, tout en rappelant l'importance du port de la ceinture de sécurité. Les intervenants ont également souligné les dangers liés à la fatigue, au stress et à la précipitation avant l'heure de la rupture du jeûne, facteurs souvent à l'origine d'accidents graves durant le mois de Ramadhan. Des supports de sensibilisation ont été distribués afin d'encourager une conduite responsable et citoyenne. À travers cette campagne, les services de sécurité réaffirment leur engagement à protéger les usagers de la route et appellent l'ensemble des conducteurs à faire preuve de prudence et de civisme pour préserver des vies humaines et garantir un Ramadhan placé sous le signe de la sécurité et de la sérénité.

J. Boukraa

## Ramadhan Des représentations théâtrales pour animer les résidences universitaires

La troisième édition de la manifestation «Le théâtre hôte de l'université» prévoit la présentation d'une série de spectacles théâtraux au niveau des résidences universitaires d'Oran, dans le but de dynamiser l'activité artistique et culturelle durant les soirées du mois de Ramadhan, a-t-on appris, jeudi, des organisateurs.

Le programme de cette manifestation, supervisée par une commission de wilaya conjointe regroupant l'Institut des arts de l'Université d'Oran et la direction locale de la culture et des arts, comprend six représentations théâtrales au profit des directions des œuvres universitaires d'«Es-Sénia», de «Bir El Djir» et de «Belgaïd», tout au long du mois de Ramadhan, a fait savoir la même source.

Dans ce cadre, plusieurs œuvres théâtrales seront présentées aux étudiants dans les résidences universitaires, durant la période allant du 23 février en cours au 11 mars prochain, parmi lesquelles la pièce «Philophobia» de la troupe «Le Nouveau Théâtre», relevant de l'Institut des arts de l'Université d'Oran, la pièce «Othello le jaloux» (théâtre de rue), ainsi que la pièce «Tu peux vivre» produite par le Théâtre régional «Abdelkader Alloula».

Le programme comprend également l'organisation de quatre représentations au Théâtre régional au profit des étudiants, ainsi que la programmation d'ateliers de formation tout au long du mois de Ramadhan à la Maison de la culture et des arts «Zeddour Brahim El-Kacem», sous la supervision d'enseignants spécialisés dans le quatrième art, au profit des étudiants intéressés par la pratique théâtrale. La manifestation «Le théâtre hôte de l'université» s'inscrit dans le cadre de la convention conclue entre les ministères de la Culture et des Arts et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Elle vise à permettre aux étudiants de bénéficier des activités culturelles et d'assister aux différentes manifestations, à accompagner les étudiants de l'Institut des arts dans la réalisation de leurs mémoires, ainsi qu'à découvrir les talents estudiantins dans divers domaines de la création et à les encourager à s'engager dans la scène culturelle.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

03 ramadhan 1447

El Fedjr 06h21	Dohr 13h17	Assar 16h25	Maghreb 18h54	Icha 20h11
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





Mondial-2026

L'Algérie mise sur sa nouvelle génération pour réussir son entrée

L'Algérie aborde la Coupe du Monde 2026 prévue l'été prochain aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique, avec l'ambition de franchir un cap en s'appuyant sur une génération rajeunie et aguerrie au plus haut niveau européen, indique la Fédération internationale de football (FIFA).

Versés dans le groupe J aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de la Jordanie, les Verts savent qu'ils devront éviter toute fausse note dès l'entame de la compétition.

Face à des adversaires issus d'écoles de football différentes, la sélection algérienne devra faire preuve de solidité mentale et de discipline tactique pour espérer répondre aux attentes. Plusieurs joueurs incarnent ce renouveau et seront particulièrement scrutés lors de la « reine des compétitions », souligne l'instance internationale sur son site officiel.

A 24 ans, Rayan Aït-Nouri s'impose comme l'un des symboles de cette nouvelle vague. Latéral gauche moderne, capable d'apporter offensivement grâce à sa vitesse et sa polyvalence, il a franchi un cap en rejoignant Manchester City après s'être illustré sous les couleurs de Wolverhampton Wanderers. Malgré une blessure en début de saison, il reste un élément important de la sélection avec déjà 25 capes, selon la FIFA.

A ses côtés, le jeune ailier Adil Boulbina confirme les espoirs placés en lui. Transféré de Paradou AC vers le club qatari d'Al-Duhail SC, il s'est rapidement distingué sur la scène asiatique. Meilleur buteur des Verts lors de la Coupe arabe Fifa 2025, il a également inscrit un but décisif en phase finale de la CAN 2026, affirmant son rôle grandissant en sélection. Au milieu de terrain, Farès Chaïbi s'est imposé comme un véritable métronome. Passé par le Toulouse FC, il évolue désormais à l'Eintracht Francfort, où il enchaîne les titularisations,

ou y compris en Ligue des champions. Sa capacité à organiser le jeu et à équilibrer l'équipe en fait une pièce maîtresse du dispositif algérien. En attaque, l'incontournable Mohamed Amoura demeure l'un des principaux atouts offensifs, estime la FIFA. Meilleur buteur des qualifications africaines pour le Mondial 2026 avec dix réalisations, il a largement contribué au retour de l'Algérie sur la scène mondiale. Désormais engagé définitivement avec le VfL Wolfsburg, après un passage remarqué à l'Union Saint-Gilloise, il s'est affirmé comme un attaquant complet et décisif, ajoute l'instance suprême du football mondial. Enfin, Amine Gouiri symbolise un choix fort, celui d'opter pour l'Algérie après avoir représenté la France chez les jeunes. Auteur de prestations convaincantes avec le Stade Rennais FC, il a rejoint l'Olympique de Marseille et retrouvé son efficacité après une blessure à l'épaule, renforçant encore les options offensives des Verts, affirme la même source. Portée par cette génération talentueuse, l'Algérie nourrit l'espoir de réussir son entrée dans le groupe J et de confirmer son retour parmi les nations ambitieuses du football mondial, conclut la FIFA. L'Algérie s'est qualifiée pour la Coupe du monde 2026 en terminant largement en tête du groupe G des qualifications avec un total de 25 points, soit sept longueurs d'avance sur son poursuivant direct l'Ouganda. Les « Verts » renouent avec le Mondial après avoir manqué les deux dernières Coupes du monde 2018 en Russie et 2022 au Qatar. La dernière participation algérienne remonte au Mondial-2014 au Brésil avec une brillante qualification aux 8es de finale, battue par le futur vainqueur de l'épreuve, l'Allemagne (2-1, après prolongation). C'est la cinquième fois dans son histoire que l'Algérie prendra part au Mondial après les éditions de 1982, 1986, 2010 et 2014.

Bilel Dziri nouvel entraîneur de l'USM Khenchela

La direction de l'Union Sportive de Khenchela, pensionnaire de la Ligue 1 professionnelle « Mobilis » de football, a annoncé, jeudi soir, la nomination de Bilel Dziri au poste d'entraîneur principal de l'équipe, après son désistement pour entraîner le MC Oran.

Dans un communiqué publié sur son site officiel, la direction de l'US Khenchela a indiqué que « le staff technique de l'équipe comprendra, aux côtés de l'entraîneur principal Bilel Dziri, Hadou Moulay en qualité d'entraîneur adjoint et Ahmed Khalil Khebbab comme préparateur physique, avec le maintien de Rabie Bouazzi en tant qu'entraîneur des gardiens ».

Dans le même contexte, la direction a également décidé de nommer l'ancien joueur du club, Adel Bourouba, au poste de coordinateur géné-

ral de l'équipe, afin de faciliter le travail administratif et organisationnel et de renforcer la coordination entre les staffs administratif et technique ainsi que les joueurs.

Le communiqué ajoute que « Bilel Dziri a dirigé, en compagnie de son staff, la séance d'entraînement de jeudi soir au stade Dar El Beïda, dans le cadre des préparatifs en vue de la rencontre face à l'Etoile Sportive de Ben Aknoun, prévue samedi pour le compte de la 20e journée du championnat professionnel ».

Agé de 53 ans, l'ancien international Dziri, qui a porté les couleurs du NA Hussein Dey et de l'USM Alger, a déjà dirigé plusieurs clubs algériens, le dernier en date étant le Paradou AC.

Avant la 20e journée de Ligue 1, l'USM Khenchela occupe la 11e place avec 22 points et deux matchs en moins.

Ligue 1

JS Kabylie : «Zinnbauer maintenu jusqu'à la fin de la saison»

Le nouveau président du Conseil d'administration de la JS Kabylie, Adel Boudedja, a dressé ce mercredi, un premier état des lieux du club, récemment éliminé en phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football, tout en annonçant le maintien de l'entraîneur Josef Zinnbauer.

« Zinnbauer poursuivra son travail jusqu'à la fin de la saison, puis son bilan sera évalué calmement et sereinement », a-t-il déclaré lors d'un point de presse animé au stade Hocine Ait Ahmed (Tizi-Ouzou).

La JSK a complètement raté son parcours en phase de groupes de la C1, terminant quatrième et dernière du groupe B avec 3 points, derrière Al-Ahly SC (10 pts), l'AS FAR (9 pts) et Young Africans (8 pts).

Ayant succédé à El-Hadi Ould Ali, Boudedja a insisté sur la nécessité d'instaurer une vision à long terme, affirmant que « la stabilité est la clé des titres, et le succès ne peut être atteint sans continuité, tant sur le plan administratif que technique ».

Se présentant en tant qu'un « fervent supporter de la JSK », Boudedja a également promis une gestion basée sur la transparence, assurant que « nous travaillons pour gérer le club avec une transparence totale, et chaque détail sera documenté ».

Concernant l'organisation sportive, il a révélé que le poste de directeur sportif suscite l'intérêt de « noms importants, européens (français et espagnols) ainsi que locaux, et le choix sera étudié avec soin ».

Par ailleurs, le nouveau patron des « Canaris » a évoqué des discussions en cours avec la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) afin que la JS Kabylie devienne l'entité gestionnaire du stade Hocine Ait Ahmed, tout en laissant entrevoir « une bonne surprise » pour les supporters si les choses se déroulent comme prévu.

«JE VEUX JOUER LE TITRE CETTE SAISON»

En dépit de la situation délicate dans laquelle se trouve la JSK en

championnat (10e, 23 pts), avec cinq matchs en moins, Adel Boudedja s'est montré confiant, en annonçant la couleur.

« Je veux jouer le titre cette saison, mais on fera tout pour terminer à la meilleure place possible. »

Au niveau structurel, une enveloppe budgétaire a été allouée au centre de formation, même si le projet nécessite encore « une étude approfondie et des procédures juridiques avant sa concrétisation ».

Sur le plan juridique, il a confirmé l'ouverture de démarches après le transfert controversé du milieu offensif Mehdi Merghem vers le SC Bastia (Ligue 2/ France), estimant que le club n'a pas bénéficié de cette opération : « Nous avons engagé des procédures légales avec un cabinet d'avocats. »

Enfin, il a lancé un appel direct aux supporters, en utilisant : « Mon message aux supporters est clair : Aidez-moi, votre union autour de l'équipe est indispensable pour la réussite du projet. »

La situation de l'USM Alger au menu d'une réunion de l'équipe dirigeante

Plusieurs points, ayant trait aux volets sportif et organisationnel au sein de l'USM Alger (Ligue 1 Mobilis) ont été débattus ce mercredi, lors d'une rencontre ayant réuni le Président-Directeur Général du Groupe Serport, l'entreprise publique des services portuaires et actionnaire majoritaire du club, avec le président du Conseil d'administration du club et le Directeur général sportif, a indiqué le club de la capitale.

La rencontre a commencé par le dressement d'un bilan détaillé de la situation actuelle de l'USMA, aussi bien sur le plan sportif qu'administratif, en évoquant notamment « le fonctionnement interne au sein du club », avant de s'attaquer à d'autres sujets importants, comme la logistique des différentes équipes (seniors et jeunes), ainsi que l'évolution du

chantier au Centre de formation de Aïn Bénian, précise la même source. Dans cette perspective ajoute le communiqué, la Direction de l'USMA a assuré qu'un plan d'action détaillé a été établi, suivant une stratégie bien étudiée, en se basant sur des axes bien définis. Les différentes parties ayant pris part à cette réunion de travail se sont également mises d'accord sur « l'adoption d'un mécanisme de suivi cyclique, concernant l'élaboration et la réalisation des objectifs évoqués ». La Direction des Rouge et Noir a profité de l'occasion pour « assurer » qu'il n'y a « aucun désaccord au sein du club », ajoutant que ses différentes composantes travaillent en parfaite harmonie, et avec un dévouement total au club, car conscientes de son besoin de stabilité, particulièrement en cette période cruciale ».

En effet, outre son ambition de continuer à jouer les premiers rôles en Coupe d'Algérie et dans le Championnat de Ligue 1 Mobilis, l'USMA est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération, où elle espère également faire bonne figure, et pourquoi pas aller au bout, comme il y a trois ans.

Les Usmistes affronteront la formation congolaise de l'AS Maniama. La manche aller prévue le 15 mars se jouera en RDC, tandis que la rencontre retour aura lieu le 22 mars au stade 5 juillet (Alger).

Pour rappel, la direction du club algérois s'attache actuellement à recruter un nouvel entraîneur pour prendre en main l'équipe en remplacement de Abdelhak Benchikha qui avait quitté l'USMA à l'amiable, fin janvier dernier.

Le programme de la 21e journée, fixée aux 26, 27 et 28 février

La 21e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, se jouera les jeudi 26, vendredi 27 et samedi 28 février, a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP), mercredi sur son site officiel.

Cette journée débutera le jeudi 26 février prochain avec deux chocs au programme, dont le coup d'envoi sera donné à 22h00 : CS Constantine - CR Belouizdad et MC Alger - JS Kabylie.

Trois rencontres sont programmées le vendredi 27 février, alors que l'épilogue se jouera le samedi 28 février.

La 20e journée est programmée dans son intégralité, les 20e et 21 février, et sera marquée par le déplacement du leader, le MC Alger, à Oran pour affronter le MCO dans une affiche qui promet.

Le programme de la 21e journée de L1: Jeudi 26 février 2026 :

CS Constantine - CR Belouizdad ..... 22h00  
MC Alger - JS Kabylie ..... 22h00

Vendredi 27 février 2026 :

Paradou AC - MC Oran ..... 14h30  
MC El-Bayadh - USM Alger ..... 14h30  
JS Saoura - ES Ben Aknoun ..... 22h00

Samedi 28 février 2026 :

USM Khenchela - Olympique Akbou ..... 14h30  
ES Sétif - ES Mostaganem ..... 22h00  
MB Rouissat - ASO Chlef ..... 22h00.

Premier League

L'Algérien Yacine Titraoui sur les tablettes de Wolverhampton

Le milieu international algérien Yacine Titraoui, sociétaire de Sporting Charleroi (Div.1 belge), serait dans le viseur de Wolverhampton Wanderers, club de Premier League anglaise, rapporte SkySport.

Selon la même source, Wolverhampton apprécie fortement le profil de Yacine Titraoui et envisage sérieusement de passer à l'action, soulignant que le directeur du recrutement des Wolves aurait personnellement ciblé le milieu évoluant au Royal Charleroi Sporting Club. Titraoui (21 ans) figurerait

déjà sur une short-list établie en vue du prochain mercato estival. Son volume de jeu, sa qualité technique et sa capacité à se projeter correspondent parfaitement au profil recherché par Wolverhampton pour renforcer son entrejeu.

Mais un élément clé pourrait tout changer : la situation sportive du club anglais, actuellement en difficulté dans la course au maintien en Premier League, Wolverhampton joue gros en cette fin de saison.

Si le club se maintient en Premier

League, les discussions pourraient rapidement s'intensifier et déboucher sur une offre concrète. En revanche, en cas de descente, d'autres formations anglaises pourraient se positionner, notamment un promu ambitieux désireux de se renforcer pour exister dans l'élite, précise SkySport.

Considéré comme l'un des joueurs les plus prometteurs du football national, l'ex joueur du Paradou AC avait signé le mois de juillet 2024 un contrat de 3 ans avec le club belge de Sporting Charleroi.



## Népal Partir travailler à l'étranger ou mourir

**Une simple benne pour corbillard. Rudra Bahadur Kami a travaillé plus de dix ans en Arabie saoudite pour faire vivre sa famille restée au Népal, il est rentré dans son pays par une porte dérobée de l'aéroport international de Katmandou, dans un cercueil en ferraille.**

Son fils aîné Lalit Bishowkarma, 21 ans, vient de signer les papiers pour récupérer le corps de son père. Le certificat de décès précise qu'il est mort à 43 ans d'une crise cardiaque. Pas d'autres détails.

Devant un portail de fer rouillé, le jeune homme suit d'un regard absent la boîte qui contient la dépouille de son père hissée sur le plateau d'un camion payé par les autorités, sans beaucoup plus d'égards que pour un bagage oublié.

«Il était parti pour faire le bonheur de ses enfants et de sa famille, et maintenant son corps nous est rendu dans un cercueil. C'est insupportable.»

Lalit Bishowkarma ne s'attarde pas. La route est encore longue jusqu'à Khotang, à plus de 150 km à l'est, où l'attend le reste de la famille. Garés sous le même porche, deux autres véhicules attendent «leur» mort...

Chaque jour, trois, parfois quatre corps de travailleurs migrants népalais décédés à l'étranger sont ainsi rendus à leur famille devant l'aéroport de la capitale, ultime étape d'une entreprise d'exportation de main d'oeuvre institutionnalisée par l'Etat.

Banale, la scène illustre un exode qui est devenu un des traits dominants de l'économie du Népal, le pays le plus pauvre d'Asie du Sud. Faute de trouver des emplois chez eux, les Népalais sont de plus en plus nombreux à brader leur force de travail dans les chantiers, ateliers et hôtels du reste de la planète. Pour la plupart dans les émirats du Golfe, en Arabie saoudite ou, plus près, en Inde et en Malaisie.

### - DÉPENDANCE -

L'Etat évalue le nombre de travailleurs expatriés à 2,5 millions, 7,5% de la population du pays. Une part significative, à l'image des Philippines (10%) ou de la Moldavie (plus de 20%), selon les chiffres du Bureau international du travail (BIT).

Pour la plupart, ce sont des jeunes: selon les statistiques officielles, près d'un quart des 15-24 ans n'exercent aucune activité au Népal. Si elle a rebondi après le Covid, l'économie du pays reste fragile et sa population pauvre, avec un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 1.447 dollars en 2024, trente fois moins que dans l'Union européenne (UE).

En septembre, les représentants de cette Génération Z sont descendus dans les rues pour exiger, entre autres, de pouvoir travailler au pays. Leur colère a fait chuter le gouvernement du «vieux» Premier ministre KP Sharma Oli, 73 ans, et des élections législatives sont prévues le 5 mars.

Mais comment imaginer inverser la tendance tant les migrations sont devenues indispensables, avec leurs filières, leurs victimes et ceux qui en profitent, à commencer par l'Etat lui-même.

Selon une toute récente étude de la Banque mondiale, l'argent rapatrié par ses ressortissants contribue désormais pour plus d'un tiers à son PIB.

Blottie derrière le parc national de Chitwan, un des derniers sanctuaires des tigres du Bengale, dans le sud du Népal, la ville de Madi incarne cette dépendance érigée en système.

Au détour d'un chemin cabossé, la maison de Dipak Magar, 39 ans, n'a aucun charme. Un simple cube de parpaings coiffé de tôles ondulées. Mais son propriétaire en est particulièrement fier. Elle lui a coûté trois ans de sueur et de sacrifices, loin, très loin de chez lui.

### - «NOURRIR LA FAMILLE» -

«J'ai travaillé dans une usine de marbre en Arabie saoudite», raconte le père de famille. «J'y ai gagné 700.000 roupies népalaises (environ 4.500 euros), tout a été dé-

pensé pour construire la maison.»

Sous le soleil de cette fin de matinée d'hiver, il se dépêche, truelle en main, de recouvrir sa façade de mortier. Le temps presse. D'ici deux semaines, il doit repartir pour Ryad, loin de sa femme, de ses quatre enfants et des sommets enneigés qui s'étirent à l'horizon. «Il faut que je nourrisse ma famille, que je paie l'éducation des enfants», plaide Dipak Magar. «Je suis triste de devoir repartir mais je n'ai pas le choix. Ici, il n'y a pas de travail.»

Comme lui, ses deux frères ont pris la route de l'étranger, le premier pour l'Arabie saoudite, le second pour la Roumanie.

«J'aurais préféré qu'ils restent ici mais nous n'avons pas assez de terre pour nourrir toute la famille», relève leur père, Dhana Bahadur Magar, 60 ans.

Même constat dans la maison d'en face. Les deux filles de Juna Gautam ont tenté leur chance au Japon.

«Elles ont pourtant fait des études, mais il n'y a rien à faire ici», déplore leur mère. «Elles sont parties (...) en s'endettant lourdement, avec la ferme intention de réussir là-bas. Ça ne me réjouit pas vraiment, mais je l'accepte.» Et c'est comme ça dans toute cette commune d'environ 50.000 habitants. Un élu, Birendra Bahadur Bhandar, estime à 1.500 le nombre des jeunes exilés.

«Tout ça ne me plaît vraiment pas», confie-t-il. Mais sur ce territoire où la protection de l'environnement interdit les industries, il ne voit pas comment entraver les départs.

### - VALLÉES VIDES -

Les offres d'emplois sont tout aussi rares dans le reste du pays. Des vallées entières qui serpentent au pied des pentes de l'Himalaya se sont vidées de leurs forces vives.

Dans un pays où la tradition des migrations de travail remonte à l'incorporation des premiers soldats népalais - les gorkhas - dans l'armée de l'Empire britannique au XIXe siècle, l'exode s'est accéléré à la faveur de l'insurrection maoïste (1996-2006). «A l'époque, nous n'avons pas su empêcher les jeunes de quitter nos villages», rappelle Nilambar Badal, du Réseau national pour des migrations sûres (NNSM). «Ils sont arrivés en nombre dans les villes pour échapper aux combats et n'ont trouvé du travail qu'à l'étranger.»

D'abord lié aux circonstances, le flux a grossi à un rythme industriel. Surtout les dix dernières années, alors que les ressources naturelles du pays, son agriculture, son tourisme tardent toujours à être développés.

En 2016, le très officiel Département népalais pour l'emploi à l'étranger (DoFE) a délivré 287.519 autorisations aux candidats au départ. L'an dernier, il en a attribué 839.266, quasiment trois fois plus !

«Il n'y a pas de chiffres précis», concède M. Badal, «mais on estime que près de la moitié des foyers népalais bénéficient aujourd'hui de revenus gagnés à l'étranger.»

Même si les fonds rapatriés ne sont soumis à aucun impôt, ils portent à bout de bras l'activité du pays. Au point que les ONG de défense des travailleurs migrants accusent l'Etat d'être devenu «accro» à leurs versements.

«Le gouvernement a besoin d'argent, il ne veut pas le reconnaître, mais il se satisfait très bien que les gens partent à l'étranger et envoient de l'argent, c'est ce qui lui permet de faire tourner le pays», poursuit Nilambar Badal. «Notre économie est devenue entièrement dépendante.»

### - «MAFIA» -

Ancienne ministre du Travail, Sarita Giri va plus loin. Elle dénonce un système «pourri et corrompu» qui «exploite les mi-



grants et leurs familles». «C'est une vraie mafia», accuse-t-elle. «Tous ces gens arro-sent les partis politiques via des fonctionnaires, c'est pour ça que le problème n'a jamais été réglé (...) Et le gouvernement en est le principal responsable.»

Depuis 2007, le commerce des bras népalais est régi par une loi qui fixe le cadre du fonctionnement du millier d'agences de recrutement autorisées par l'Etat à jouer les intermédiaires entre main d'oeuvre locale et employeurs étrangers.

Les affaires sont juteuses pour ces compagnies qui exigent des centaines de dollars, parfois plus, en échange de leurs services, de la signature du contrat à l'obtention du visa de travail, jusqu'au voyage dans le pays d'accueil. De nombreuses familles n'ont d'autre choix que de s'endetter lourdement pour financer leur candidat au départ.

Et souvent il y a loin du papier à la réalité. Sanjib Ghoraisaine, 25 ans, en témoigne. Parti en janvier 2025 au Qatar pour, pensait-il, nettoyer la piscine d'un hôtel cinq étoiles, il s'est retrouvé domestique dans une résidence privée, payé moitié moins et logé dans une pièce sans matelas pour dormir. Le jeune homme n'a pas tenu un mois.

«Tu parles d'un investissement !», s'emporte-t-il. «J'ai payé 200.000 roupies (1.350 dollars) pour espérer un salaire mensuel de 356 dollars, j'ai été contraint de faire un prêt que j'ai mis six mois à rembourser.»

Le jeune homme a aussi dû se battre pour rentrer au pays. «Ce n'est qu'en menaçant de me suicider que mon employeur a accepté de me laisser partir», fulmine Sanjib Ghoraisaine. «Et j'ai encore dû payer mon retour.»

### - ABUS -

Son «agent» népalais a refusé de le rembourser et promis, pour toute compensation, de le renvoyer gratuitement ailleurs. Mais un an plus tard, rien. Alors ce matin-là, excédé, Sanjib est venu porter plainte au siège du DoFE.

Avocat spécialisé dans la défense des droits humains, Barun Ghimire confirme que le nombre des réclamations visant les agences de recrutement - plus connues au Népal sous le nom de «manpowers» - ne cesse d'augmenter. Pour des motifs très variés. Salaires revus à la baisse, heures supplémentaires, modifications drastiques des conditions de travail ou d'hébergement, la liste est longue...

Les cas d'abus ou d'exploitation caractérisée ont progressé au même rythme que les flux de migrants, poursuit le juriste, avec leur lot d'accidents du travail, de maladies professionnelles et, souvent, de morts.

Les chantiers de construction des stades de la Coupe du monde de football disputée au Qatar en 2022 ont jeté une lumière crue sur les conditions de travail aussi illégales que déplorables imposées à la main-d'oeuvre étrangère, notamment népalaise.

Très documentés, les rapports alors publiés par plusieurs ONG ont fait la Une de l'actualité. Sans beaucoup d'effet, apparemment. Les chiffres publiés par l'Etat népalais révèlent que 14.843 de ses ressortissants résidant hors de ses frontières ont perdu la vie de 2008 à 2025, dont 1.544 la seule année écoulée.

Ces statistiques n'attribuent directement

qu'une petite partie de ces décès aux accidents du travail. Mais leur nombre est en constante augmentation.

Accusés, les intermédiaires refusent d'endosser la responsabilité de toutes les outrances du système.

### - FILIÈRES CLANDESTINES -

«Sur les plaintes déposées au DoFE, seuls 5% relèvent d'une faute des agences de recrutement», jure Dhana Maya Sinjali, de l'Association nationale des agences pour l'emploi à l'étranger (NAFEA). «Les autres concernent des personnes qui sont parties à l'étranger par leurs propres moyens.»

Dans sa ligne de mire, les agents officieux qui profitent de la volonté de leurs victimes de rallier l'étranger à tout prix pour leur offrir des prix bradés, avant de s'envoler dans la nature. Plusieurs migrants ont confié à l'AFP être passés par ces filières clandestines.

«Il existe des agents non officiels qui opèrent en violation de toutes les règles», confirme Kul Prasad Karki, de l'ONG Pravasi Nepal. «C'est même fréquent.» Mais M. Karki, qui a lui-même travaillé plus de dix ans en Arabie saoudite, ajoute que les entreprises certifiées sont loin de toutes jouer dans les règles: «seules 10% des agences assurent elles-mêmes recruter en respectant l'éthique».

Et comme s'empresse de le rappeler l'avocat Barun Ghimire, aucune «manpower» n'a jamais été condamnée pénalement par la justice népalaise... «La loi régle le secteur», note-t-il, «mais ne protège pas le droit des migrants, pas plus qu'elle impose au gouvernement de les faire respecter». Gardien de la loi, le ministère de l'Emploi souligne avoir renforcé les mesures visant à «protéger les intérêts des migrants». «Notre seule lacune», veut bien concéder son porte-parole, Pitambar Ghimire, «c'est leur application».

### - PROMESSES -

En pleine campagne pour les élections législatives qui auront lieu le 5 mars 2026, les prétendants au pouvoir promettent tous d'y remédier. Favori des pronostics pour le poste de Premier ministre, le populaire et flamboyant maire démissionnaire de Katmandou Balendra Shah, 35 ans, assure avoir inscrit l'emploi et la formation en tête de ses priorités. «En soutenant les investissements dans les emplois qualifiés dans le tourisme, l'agriculture (...) on peut convaincre ceux qui ont quitté le pays par nécessité d'y revenir», veut-il croire. «Même si on gagne», concède-t-il toutefois, «on ne ramènera pas tous les Népalais en deux jours...» Effectivement, la culture des transferts d'argent semble solidement ancrée dans les familles. Leur montant mensuel a franchi pour la première fois la barre des 200 milliards de roupies - 1,4 milliard de dollars - juste après la «révolution» de septembre.

Dans tous les cas, ces Népalais de l'étranger, sans qui le pays ne pourrait survivre, n'auront pas leur mot à dire lors du scrutin du 5 mars: malgré une décision de la Cour suprême prise en 2018, la commission électorale n'organise toujours pas de vote par correspondance. Qu'importe, Dipak Magar n'attend rien du prochain gouvernement, quand bien même il serait inspiré par la nouvelle génération. «Quel que soit le gagnant», lâche-t-il «personne ne fait jamais rien pour nous».







## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Chlef

Daira de ABOU EL HASSEN

Commune de TALASSA

NIF: 02140177331

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire pour la deuxième Foix

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret Présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public La Commune de TALASSA informe Les soumissionnaires ayant Participé à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale

N° 04/2025 paru dans les quotidiens nationaux le QUOTIDIEN D'ORAN en français en date du 02/12/2025. EL DJOMHORIA en arabe le 03/12/2025 et au niveau des Communes De La Wilaya Ainsi que la chambre de commerce pour l'opération suivante Approvisionnement des cantines écoles primaires scolaire pour année 2026 et Après les recours déposés et la réévaluation des offres techniques et financières, que cette opération est attribuée provisoirement comme suite :

Intitulé de l'opération	L'ENTREPRISE ADRESSE	NOTE OFFRE TECHNIQUE	DELAI		MONTANT Minimum	MONTANT Maximum	OBS
			Minimum	Maximum			
LOT N°02 : Fruits et légumes	BLARABA HAMID	40	60J	160J	4.758.955.33DZ (le montant après correction)	15.213.338.32 DZ (le montant après correction)	Offre unique et qualifiée Techniquement
LOT N°03 : Alimentation générale	BLARABA HAMID	40	60J	160J	5.005.602.87DZ (le montant après correction)	13.294.829.20DZ (le montant après correction)	Offre unique et qualifiée Techniquement
LOT N°04 : Pain	BLARABA HAMID	40	60J	160J	306.575.28DZ	817.534.08DZ	Offre unique et qualifiée Techniquement

APC TALASSA

ANEP N° 2631002897 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPOLAIRE

WILAYA D'EL BAYADH

DAIRA DE BOUALEM

COMMUNE DE STITTEN

NIF : 098432035060046

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire  
DE MARCHE

Intitulé de l'Opération :

Acquisition d'un camion-citerne pour le transport de l'eau potable  
au village Bounadji

Conformément aux dispositions de l'article n° 65 et 82 du décret présidentiel N°15.247 du 02 dhou el hidja 1436 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service et la loi N° 23-12 du 05 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, le Président de l'Assemblée Populaire Communal de la Commune de Stitten Wilaya d'El bayadh informe les soumissionnaire ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offre exigence des capacités minimales n° 03/2026 paru le 21/01/2026 sur le journal الجمهورية en arabe et Le Quotidien d'Oran en français le 21/01/2026 est attribué provisoirement comme suit :

Designation des travaux	Entreprise	Note technique	Montant		Délai	Obs
Acquisition d'un camion-citerne pour le transport de l'eau potable au village Bounadji	Ets Douaouda Motors	50	Avant correction	14.494.200.00	Vingt neuf (29) jours	Moins disant
			Après correction	14.494.200.00		
	N° NIF 190022900734181					

Les soumissionnaires ont un délai de 10 jours à partir de la première parution du Présent avis pour toute éventuelle réclamation auprès du président de la commission communal des marchés de la commune de Stitten.

Fait à Stitten, le  
Le Président de l'APC

ANEP N° 2631002936 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026

## République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de RELIZANE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

NIF- DEP= :24024000048285

Avis D'appel D'offre Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales pour la troisième fois  
N° 03/2026

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de RELIZANE, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la deuxième fois, pour la réalisation des travaux concernant le Projet :

**OPERATION :** Réalisation et équipement d'un collège Type B6/200R a la commune de sidi khettab (entre kessar et Ouled ben Dounya)

**PROJET :** Réalisation d'un collège Type B6/200R a la commune de sidi khettab (entre kessar et Ouled ben Dounya)

PLACETTE 02:

LOT 05 : DEMI -PENSION TYPE 200 RATIONS

1- Le dossier de candidature contient :

Une déclaration de candidature; le soumissionnaire atteste qu'il :

- N'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics conformément aux dispositions des articles 75 et 89 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.
  - N'est pas en redressement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;
  - est en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage Intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie (*mise à jour : CNAS CASMOS CACOBATPHI*) ;
  - est inscrit au registre de commerce en relation avec l'objet du marché (copie du RC);
- A effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien (attestation de dépôt des comptes sociaux);
- Détient un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie (*carte fiscale*);

Une déclaration de probité

Les statuts pour les sociétés

Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

Tout document permettant d'évaluer les capacités soumissionnaires;

**Capacités Minimales Demander :** Conformément aux dispositions de l'article 44 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, ne peut soumissionner Que les candidats qui répondant aux conditions minimales d'éligibilité suivantes :

A/ **Capacités professionnelles :** les Entreprises qui ont certificat de Qualification activité principale en bâtiment catégorie 03 et plus et ayant code chauffage.

B/ **Capacités techniques :** les Entreprises qui déjà réaliser au moins un projet de même nature.

C/ **Capacités financières :** les Entreprises ayant un chiffre d'affaire des 03 années dernier (2020-2021-2022) Plus de 15.000.000.00 DA (En cas ou le personne et physique, les bilans financières doivent être visé par les services des impôts, et le comptable agréé, et en cas ou le personne et morale, les bilans financières doivent être visé par le commissaire-priseur et le comptable agréé.

2- L'offre technique contient :

Tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics.

Une déclaration à souscrire

Liste des Capacités humains pour réaliser le projet justifiant par attestations, diplômes, sont déclarée par CNAS.

Liste des Capacités matériels pour réaliser le projet justifiant par les cartes grises ou les cartes des matriculations, documents d'assurance ou les factures d'achat jointes un PV délivré par un huissier dont le délai de document n'excède pas 12 mois à la date d'ouverture pour le matériel non roulant.

le cahier des charges portant à la dernière page, la mention « lu et accepté ».

Délais de réalisation du projet avec un planning d'avancement des travaux.

Mémoire Technique Justificatif.

P.V de visite du site.

3. L'offre financière contient :

- la lettre de soumission ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU)

- le détail quantitatif et estimatif (DQE)

- Analyse le prix globale et forfaitaire

- Le détail du bordereau des prix unitaires

4. DATE ET L'HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES :

- De (08.30 h) huit heure et demi du matin à (10.00 h) du matin le jour de dépôt des offres.

- L'ouverture sera le jours de dépôts des offres au séance publiques aux présences des soumissionnaires à 10.00 au siège de la direction des équipements public de la wilaya de RELIZANE "SIS ROUTE VERS S.M.BENAOUDA-WRELIZANE" LES SOUMMISSIONNAIRES SONT INVITER POUR ASSISTER LE SCEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

- En cas de coïncidence le dépôt des offres le jour ferré ou jours de repos réglementaires doit prolonger le délai le jour de travail le demain.

- **PREPARATION DE L'OFFRE** de l'article 98 du décret présidentiel N°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics

- **VALIDITE DES OFFRES :** La période de validité de l'offre est équivalente à la période de préparation des offres accordée aux soumissionnaires augmentée de trois (03) mois + 15 JOURS.

La limite de dépôt des offres est fixée à Quinze (15) Jours à 10.00H.

ANEP N° 2631002886 Le Quotidien d'Oran 21/02/2026



2

09.35 Jeux  
Olympiques  
d'hiver : Matinée



13.00 Journal  
13.21 C'est bon  
à savoir  
20.00 Journal  
20.30 Les rencon-  
tres du Papotin  
21.00 Journal  
Météo climat  
21.05 Image  
du jour sports

## 21.10 Patinage artistique (gala de clôture). Bobsleigh

Jeux olympiques de Milan-Cortina 2026.



Après l'effort, le réconfort. Les athlètes qui ont brillé lors des épreuves de patinage artistique aux JO de Milan-Cortina 2026 vont faire leurs adieux à l'Italie. Comme le veut la tradition, ils vont pouvoir à nouveau vêtir leurs plus belles tenues et patiner librement lors du gala qui vient conclure chaque grande compétition. Dans la plus grande tranquillité puisqu'il n'y a absolument aucun enjeu, ils voudront certainement se montrer sous leur meilleur jour. Médaillés d'or en danse sur glace, les patineurs français Guillaume Cizeron...

3

09.05 Teen  
Titans Go !  
09.25 Les Dalton  
10.00 Les Quiquou  
10.40 Chef pays  
11.15 Des régions  
gourmandes  
11.50 Outremer  
l'info  
12.15 ICI 12/13  
12.55 JO d'hiver  
13.35 Samedi  
d'en rire  
17.25 Le jeu  
des 1000 euros  
18.05 Questions  
pour un champion  
19.15 ICI 19/20  
21.05 C'est bon  
à savoir

## 21.10 Meurtres à...



S 10 - Ep 5 : Meurtres à Font-Romeu

L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

09.24 Grizzly  
et les lemmings  
09.50 Bluey  
10.52 Les as  
de la jungle  
à la rescousse  
11.55 Les Jeux  
de La Fontaine  
12.35 Potobot  
13.25 Un jour,  
une question  
15.20 Ninjago,  
le soulèvement  
des dragons  
17.10 Héros  
à moitié  
19.00 Scooby-  
Doo et Krypto !  
20.11 Les as  
de la jungle  
à la rescousse  
20.45 Okoo-koo

## 21.00 Yannick



Dans un théâtre parisien aux dorures fatiguées, où le public s'agite déjà sur des sièges inconfortables, la pièce Le Cocu se déroule sous les yeux blasés de spectateurs venus plus par habitude que par passion. Ce boulevard sans envergure, aux dialogues éculés et aux jeux d'acteurs prévisibles, semble condamné à s'achever dans l'indifférence générale. Pourtant, ce soir-là, l'ennui ambiant va être brutalement balayé. Au milieu de la salle, Yannick (Raphaël Quenard), un spectateur anonyme au regard vif et à l'humeur imprévisible,...

22.05 Le discours

5

09.00 Peppa Pig  
10.10 Les routes  
de l'impossible  
10.45 Silence,  
ça pousse !  
12.40 Toi l'Auver-  
gnat, quand tu  
mangeras !  
13.40 Merveilles  
de la vie sous-marine  
14.35 La solitude  
du léopard  
15.30 Thaïlande  
sauvage  
16.25 Des trains pas  
comme les autres  
17.25 C dans  
l'air l'invité  
17.40 C dans l'air  
18.55 C à vous  
21.05 Echappées  
belles : Le charme  
d'un hiver en Corse

arte

09.40 Invitation  
au voyage  
10.20 Cuisines  
des terroirs  
12.35 L'énigme  
du cheval de Troie  
15.25 Des volcans  
et des hommes  
15.55 Madagascar  
ou le grand carnaval  
des caméléons  
16.50 Invitation  
au voyage  
17.30 Oscar ou l'art  
d'appriivoiser les chevaux  
18.05 Sierra Leone :  
Les femmes se libèrent  
par la mode  
18.50 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes  
20.55 Bison : une  
histoire de l'Amérique

TMC

10.00 Quotidien  
11.40 Nos chers voisins  
13.50 Rizzoli & Isles :  
autopsie d'un meurtre



18.15 90' Enquêtes  
21.10 Petits plats en  
équilibre  
21.15 Monk : S 8 -  
Episode 12 : Monk  
fait du camping



CINE +  
FRISSE 20.50

## TERMINATOR 2 : LE JUGEMENT DERNIER

Acteur: Arnold Schwarzenegger, Linda Hamilton, Robert Patrick,...

En 2029, la Terre est ravagée par la guerre entre les humains et les machines, dominées par Skynet, une intelligence artificielle redoutable. John Connor (Edward Furlong), le leader des derniers résistants humains, lutte pour la survie de son espèce dans un monde désolé. Pour anéantir cette menace, Skynet envoie le T-1000, un Terminator de nouvelle génération, capable de se transformer en toute sorte de matériau et d'imiter l'apparence de n'importe qui. Sa mission : éliminer John Connor alors qu'il n'est qu'un enfant de 10 ans, en 1994 à Los Angeles.



CINE +  
FAMIZ 20.50

## DRAGONS

Dans ce film d'animation produit par Dream-Works, l'histoire se déroule dans un village viking nommé Berk, où la culture guerrière règne en maître. Les habitants, menés par Stoick le Fier, le père de Harold, sont des chasseurs de dragons redoutables, prenant la lutte contre ces créatures mythiques comme une véritable tradition. Cependant, Harold, un jeune viking plein de curiosité et de sensibilité, se distingue par son aversion pour la violence et la bataille. En tant que fils du chef de la tribu, il se sent acculé par les attentes qui pèsent sur lui et lutte contre son désir de suivre une voie différente.



CINE +  
PREMIER 20.50

## LA MÉMOIRE DANS LA PEAU

Acteur: Matt Damon, Franka Potente, Chris Cooper, Clive Owen, Brian Cox...

Sur la côte adriatique, la découverte d'un corps flottant dans les eaux tumultueuses d'un port suscite l'inquiétude. Les marins, dans un réflexe d'urgence, repêchent cet homme mystérieux qui, bien que blessé par balles à plusieurs reprises, a miraculeusement survécu. Cependant, il n'a aucun souvenir de son identité, de son passé ni des événements qui l'ont conduits à cette situation des plus inquiétantes. Alors qu'il tente de reconstituer les pièces de son énigmatique passé, il découvre une petite capsule holographique dissimulée dans sa hanche.

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Le dernier cercle



11.45 Petits plats  
en équilibre  
11.50 Les douze  
coups de midi  
12.50 Petits plats  
en équilibre  
13.00 JT 13h  
13.40 Grands  
reportages  
15.00 Rugby :  
Tournoi des  
Six Nations  
17.10 Rugby : Le  
mag des 6 Nations  
17.30 Rugby :  
Tournoi des  
Six Nations  
19.55 Météo  
20.00 JT 20h  
20.45 Tirage  
du Loto  
20.50 Petits plats  
en équilibre

Pour les candidats, il ne s'agira pas de tourner en rond mais bien de progresser dans les différents cercles, pour atteindre le dernier, et tenter de remporter 50.000 euros. Dans un décor à 360 degrés, les candidats sont disposés autour d'Arthur. Il y a en tout 6 cercles qui correspondent chacun à un niveau de difficulté. Dans chaque cercle, les candidats s'affrontent sur 6 catégories qui les obligent à utiliser toutes les compétences de leur cerveau : le visuel, le langage, le raisonnement, la mémorisation, le calcul et l'espace. Plus les cercles se resserrent,...

6

## 21.10 Blanca



10.10 Le mag du  
samedi  
10.55 66 minutes:  
grand format



12.45 Le 12.45  
13.30 Un jour,  
un doc week-end  
17.25 La roue  
de la fortune  
18.30 Le maillon  
faible  
19.45 Le 19.45  
20.30 Scènes  
de ménages

Saison 3 - Episode 5 : Le dauphin  
Blanca et Liguori enquêtent sur la chute suspecte de Mauro Taverna, un stagiaire du centre de sauvetage des animaux marins, retrouvé inanimé au pied du marché aux poissons. Ils découvrent que Mauro s'occupait de Moïse, un dauphin blessé dont Blanca comprend qu'il est au coeur de cette affaire. Elle est persuadée que l'animal est un dauphin commando équipé d'une micropuce, et que Mauro a été poussé du toit...

CANAL+

## 21.00 Rugby : Pro D2 Grenoble / Brive



11.57 L'hebd'Hol-  
lywood  
12.13 Têtâtête(s)  
12.27 Le cercle



18.06 La Grande  
Classe  
19.19 Thomas Ra-  
mos, point par point  
20.40 Avant-match  
Pro D2

Pas à pas mais lentement, le FC Grenoble délivre parfois des éclairs d'espoirs dans une saison compliquée en Pro D2. La réception de Brive sera-t-elle une opportunité de prendre des points et de se relancer un peu au classement pour les hommes de Jeff Dubois ? Richard Hardwick, Max Clément et leurs coéquipiers Isérois produisent du jeu et sont animés de bonne volonté mais quelques fautes ici et là entravent les ambitions du FCG.

PLANETE +

TFX

W9

09.32 American  
Pickers, la brocante  
made in USA  
11.49 Omerta  
13.44 Picasso ;  
l'ombre et la lumière  
16.43 Mystérieux  
objets  
17.35 La guerre  
des trônes, la  
véritable histoire  
de l'Europe  
18.24 La guerre des  
trônes, la véritable his-  
toire de l'Europe  
19.24 American  
Pickers,...



09.10 Signé Cat's Eyes  
10.10 Familles  
nombreuses :  
la vie en XXL



21.10 Chroniques  
criminelles



10.10 Absolument  
stars  
11.40 Le Jet De Luxe  
12.50 Desperate  
Housewives



17.30 La petite  
histoire de France





## FLÉCHÉS N° 9504

						← POURRIS ↕ MANCHE DE TENNIS	
↕	IRRIGUE ----- EH BIEN QU'IL SE MOUCHE ! →				↑		
		↑ DAME DE COEUR ----- ← COUP DE CAISSE			↑ AU DEVANT ----- ← DOCTEUR	↕	
						← TÉLÉVISION NUMÉRIQUE ----- PARÉES ----- PRONOM →	↑
	↑ ARGON ----- DEVELOPPEMENT RAPIDE →		↑				↑ INDÉFINI ----- BOURRÉ
			↑ BIEN MIS AU POINT ----- ← PÉRIODE				↕
MIT SUR LA PAILLE ----- SYNDICAT DU... CRIME ↓	↕	↑ BIEN VENU ----- BAME →			↑	NOTE ----- ARTICLE →	
			← INSOLENCE ----- ← PLACÉ ----- DANS ↓	↕	↑ POISSON PLAT ----- POSSESSIF →		↑
							↑ EN DEHORS ----- ← AÏEULS
				↕ CHEMIN DE FER ----- ← PETIT DE BICHE	↕	↑ ARCHIPEL ----- ← CONTRACTÉ ----- ↕ ISOLÉE	
	NOUVELLE SENSATIONNELLE ----- ↕		D'ACCORD ? ----- CITÉ →	↕			
							↕ ASTICOT ----- ← LAMPE

## FLECHES N°9503

P	A	S	T	E	Q	U	E	S
A		Y		L	U	I	R	E
S	E	M	B	L	E		R	C
S	A	P	E	E		T	E	S
E		A		S	E	A	U	
R	A	T	S		S	U	R	E
E	C	H	E	C		L		A
L		I		R	E	E	L	U
L	O	Q	U	E	T		O	
E	M	U		P		F	U	T
S	I	E	G	E	S		V	A
	S		A	S	T	R	E	S

**CROISÉS N°9503**

A	E	R	O	P	H	A	G	I	E
S	O	U	R	C	I	L	L	E	R
P	L	A	N		M	I	A	O	U
I	E		E	T	A	T	S		C
R		E	M	U	L	E		E	T
A	I	D	E	R	A		E	V	E
T	A	I	N		Y	E	M	E	N
I	M		T	R	A	M	E	N	T
O	B	E	S	E		O	U	T	
N	E	O		G	R	I	S	E	S

**SUDOKU N°9503**

2	7	6	1	4	5	8	9	3
9	3	4	7	6	8	1	5	2
8	1	5	2	9	3	4	7	6
3	2	8	4	1	7	5	6	9
4	9	7	8	5	6	3	2	1
6	5	1	9	3	2	7	8	4
7	8	3	6	2	1	9	4	5
1	4	2	5	7	9	6	3	8
5	6	9	3	8	4	2	1	7

**CODÉS N° 9503**

1 N	2 A	3 I	4 E	5 T	6 S
7 M	8 O	9 R	10 U	11 D	12 C
13 L	14 P	15 V	16 G	17 F	18
19	20	21	22	23	24

**FOUILLIS N° 9503:**  
**REUSSITE ( Ré - Eut - Cite )**

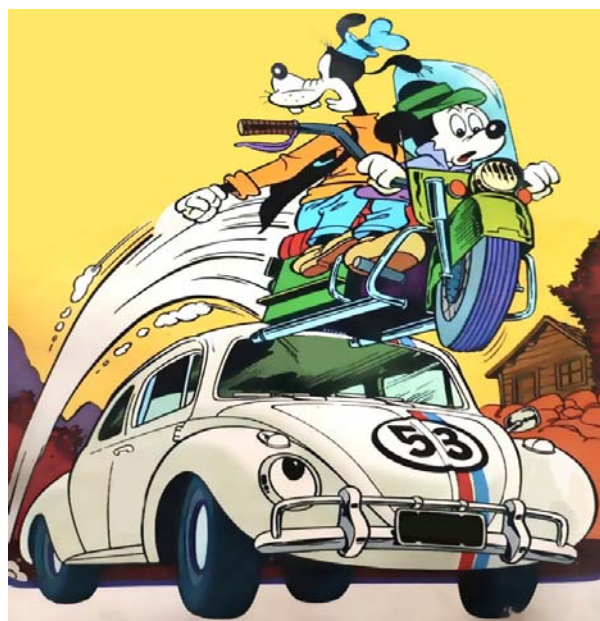
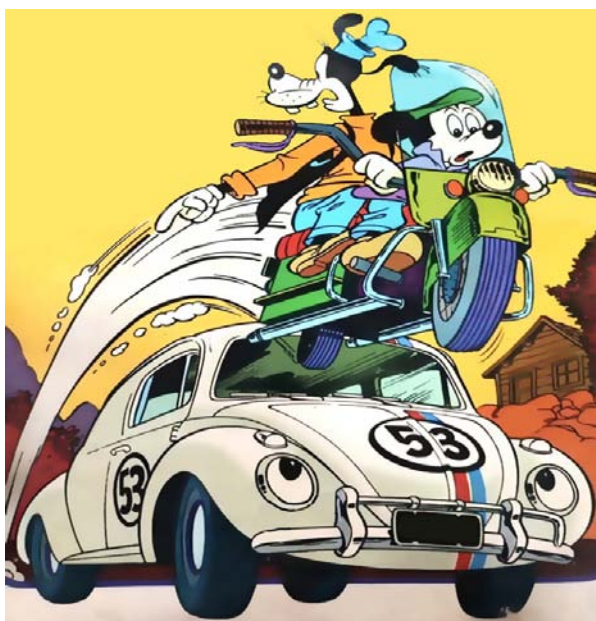
**SUDOKU N° 9504**

				2				
3	9						1	
				3		9	8	2
5	7		6	8				
1		6				8	3	
	2		4		1	6	7	5
2	5	1	3		6	7		8
			9	1	2			4
	6	4	5	7				

**CODÉS N° 9504**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
C	R	O										
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
8	4	4	8	2	15	5	16	6	2			
4	8	2	15	6	5	7		9	5			
4	6	5	2	2	5		19		4			
9	5		5	5		1	5	11	5			
8		12			15	8	2	3	15			
13	16	6	3	16		10	8	9	5			
11	3	7		2	5	6	16	5	7			
6	2	5	7		14	5	15	8				
7	11		8	13		2		16	14			
7		11	13	16	5	7		1	2			
5	4	8	17	5	7		2	5	8			
12	5	16	8		7	1		7	18			
5	16		19	13	5	2	6		13			
16	15		5	16		8	16	7	5			
15	5	16	7	6	3	16		13	2			

## 10 REFERENCES





## Le Bélarus absent à la réunion du «Conseil de paix» de Trump faute de visa



**L**e Bélarus n'a pas pu participer à la séance inaugurale du «Conseil de paix» du président Donald Trump à Washington jeudi, qu'il avait été invité à rejoindre comme membre fondateur, faute d'avoir reçu les visas nécessaires, a affirmé Minsk.

«En dépit d'avoir rempli toutes les procédures nécessaires de notre côté, les visas n'ont pas été remis à notre délégation», a affirmé jeudi sur Telegram le ministre des Affaires étrangères du Bélarus.

Il a rappelé que le président bélarusse Alexandre Loukachenko avait pourtant été invité par son homologue américain à joindre cet organe créé initialement pour aider à la reconstruction de Gaza, puis doté d'une mission plus large de résolution des conflits.

«Cette situation soulève naturellement la question: de quelle paix et de quel type de cohérence parle-t-on si même les formalités les plus basiques pour notre participation n'ont pas été accomplies par les organisateurs?», a critiqué le ministre bélarusse.

Les membres permanents du «Conseil de paix» doivent verser 1 milliard de dollars pour y adhérer.

## Trump dit qu'Obama a révélé des informations «classifiées» sur les extraterrestres

**L**e président américain Donald Trump a affirmé jeudi que son prédécesseur Barack Obama avait livré des «informations classifiées» lorsqu'il a suggéré sur un ton léger dans un podcast que les extraterrestres existaient bel et bien.

«Il a donné des informations classifiées, il n'est pas censé faire ça», a déploré Donald Trump, interrogé dans son avion présidentiel sur les récents propos de Barack Obama qui ont ravivé les théories du complot sur le sujet.

«Je ne sais pas s'ils sont réels ou non», mais l'ex-président démocrate a «commis une énorme erreur», a asséné Donald Trump, qui ne rate jamais une occasion d'égratigner son prédécesseur, récemment grimpé en singe avec sa compagne Michelle Obama dans une vidéo diffusée sur le compte Truth Social de l'actuel président.

A la fin d'un podcast diffusé le week-end dernier, Barack Obama, en bras de chemise, répondait à une question sur l'existence des extraterrestres: «Ils sont réels, mais je ne les ai pas vus».

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Egypte : 18 morts dans la collision d'un camion et d'une camionnette



**A**u moins 18 personnes ont été tuées et trois autres blessées jeudi dans la collision entre un camion et une camionnette dans le gouvernorat égyptien de Port-Saïd, au nord-est du Caire, selon un communiqué du gouvernorat voisin de Dakahlia (nord).

L'accident s'est produit

quand un camion de transport est entré en collision avec une camionnette qui transportait des travailleurs du gouvernorat de Dakahlia vers des fermes piscicoles de Port-Saïd, d'après le communiqué.

Les autorités de la Protection civile, les forces de sécurité et des ambulances se sont

rendues sur place immédiatement après l'accident et les blessés ont été transférés dans trois hôpitaux, ajoute le document. Le site d'information public égyptien Ahram Online a rapporté que selon l'enquête préliminaire, l'accident aurait été causé par une conduite imprudente et un excès de vitesse.

## Les Etats-Unis rejettent une gouvernance mondiale de l'IA au sommet à New Delhi

**L**es Etats-Unis ont rejeté vendredi toute gouvernance mondiale de l'IA vendredi, avant une déclaration des dirigeants du monde entier réunis en Inde sur l'intelligence artificielle. «Comme l'administration Trump l'a désormais affirmé à de nombreuses reprises: nous rejetons totalement la gouvernance mondiale de l'IA», a expliqué Michael Kratsios, conseiller de la Maison Blanche aux sciences et technologies.

Quelques heures auparavant, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait

confirmé le lancement d'une commission scientifique destinée à faire «du contrôle humain» de l'IA «une réalité technique». Le patron d'OpenAI, Sam Altman, avait déclaré jeudi que cette technologie en plein essor avait un besoin urgent de régulation, alors que grandissent les inquiétudes quant à son impact sur la société et l'environnement.

L'Assemblée générale des Nations unies a validé la création d'une commission, appelée «Panel scientifique international indépendant sur l'intelligence artificielle», qui comprendra 40 scientifiques.



## EDITORIAL

Abdelkrim Zerkouri

### QUE RESTE-T-IL À L'ONU?

son pays de l'Organisation, l'alternative envisagée par son administration coûterait environ trois fois plus cher que la contribution annuelle versée par les États-Unis à l'agence sanitaire des Nations unies, et on ne sait pour quels résultats.

Les experts en santé publique estiment que le projet sera coûteux et qu'il est peu probable qu'il égale la portée et l'influence de l'OMS. L'un d'eux a déclaré que dépenser deux ou trois fois plus pour recréer ce qui existait déjà «ne semblait pas logique d'un point de vue financier», soulignant que les États-Unis n'obtiendraient pas la même qualité, la même étendue d'informations ou le même niveau d'influence que ceux dont ils bénéficiaient grâce à leur adhésion à l'Organisation.

Pourquoi alors se fatiguer à mettre en place ce nouveau système? De toute évidence, l'administration Trump chercherait principalement à travers ce système alternatif à protéger les citoyens américains en premier lieu

contre la propagation des épidémies et à «réduire l'influence de la Chine sur le système onusien de la santé mondiale».

Ainsi, selon les révélations du «The Washington Post», le plan indique que Washington s'appuiera sur des accords bilatéraux avec les pays, tout en étendant la présence de ses agences sanitaires dans des dizaines de pays supplémentaires. Les États-Unis préserveraient, ainsi, leur rôle de leader dans le domaine de la santé mondiale en coopérant directement avec les États, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, en mettant l'accent sur la réponse aux urgences, la coordination en matière de sécurité biologique et l'innovation sanitaire, selon ce qui a été affirmé par le ministre américain de la Santé juste après la finalisation du retrait de son pays de l'OMS.

Il ne s'agit pas là d'une action isolée mais d'un ensemble de décisions qui cherchent à redéfinir la gouvernance de la santé mondiale, de la sécurité mondiale (Conseil de paix), du financement de l'aide humanitaire mondiale... Que reste-t-il vraiment à l'ONU?